7 fr.

FRÉDÉRIC
Grimm

HITLER
Et la FRANCE

Préface de
J. VON RIBBENTROP
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU REICH

PARIS
LIBRAIRIE PLON

7e mille

HITLER
ET LA FRANCE

FRÉDÉRIC GRIMM

HITLER ET LA FRANCE

PRÉFACE DE

J. VON RIBBENTROP

Ministre des Affaires étrangères du Reich

PARIS

LIBRAIRIE PLON

LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

IMPRIMEURS - ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6e

AVERTISSEMENT

DES ÉDITEURS

Un an à peine après avoir fait paraître le quatrième et dernier volume des Mémoires du Chancelier Prince de Bülow, *la maison Plon s'employait à faire connaître en France, avec* Les papiers de Stresemann, *les dessous de la politique allemande de* 1923 *à* 1929. *Une presse considérable fut unanime à reconnaître la valeur historique des documents laissés par l'homme d'Etat qui fut, pendant une période décisive de l'histoire de l'Europe, le guide de l'Allemagne. Plus importants encore sont peut-être, dans les circonstances présentes, les documents que nous publions aujourd'hui.*

Il y a plus de cinq ans que M. Hitler est au pouvoir; en de nombreuses occasions, le maître actuel de l'Allemagne a développé ses idées, précisé sa pensée sur le problème franco-allemand. M. Grimm, député au Reichstag et professeur de droit international à l'Université de Munster, a jugé le moment venu de réunir les principales

déclarations publiques et privées du Führer Chancelier du IIIe Reich au cours de ces dernières années, sur les relations franco-allemandes.

Avocat, ayant assumé pendant la guerre la défense de nombreux Français et Belges devant les Conseils de guerre allemands, dans les régions envahies, vice-président de la Société franco-allemande (Deutsch-Französische Gesellschaft) *à Berlin, le professeur Grimm était particulièrement qualifié pour cette tâche.*

Les textes qu'il publie sont précédés d'une introduction où il s'est efforcé de démontrer la possibilité, pour la France républicaine, de réaliser une entente avec l'Allemagne actuelle, à l'aide d'arguments qui lui sont personnels et qui n'engagent que sa propre responsabilité, mais qu'il nous a paru intéressant de présenter au public en toute objectivité.

En grand avocat, il plaide une Cause dont personne aujourd'hui ne conteste l'importance, la Cause du rapprochement franco-allemand, indispensable à l'établissement d'une large paix européenne.

PRÉFACE

J'approuve entièrement l'idée de publier un recueil des déclarations de principe du Führer et Chancelier quant au problème France-Allemagne. Les nombreuses entrevues qui ont eu lieu entre les anciens combattants et la jeunesse des deux pays ont montré qu'une volonté existe en Allemagne et en France de surmonter la méfiance réciproque et de tirer des événements de la grande guerre les conclusions qui s'imposent pour les deux peuples. Comme la volonté et les intentions du Chancelier n'ont pas toujours été interprétées dans l'opinion

politique à l'étranger d'une manière juste, cette publication peut être d'une grande utilité, parce qu'elle fait ressortir les idées du Führer-Chancelier telles qu'il les a formulées lui-même, en de nombreuses occasions, sur les rapports franco-allemands.

Joachim von Ribbentrop.

15 septembre 1938.

INTRODUCTION

Parmi tous les problèmes politiques qui intéressent l'opinion publique en France, il en est un qui paraît particulièrement important, c'est le problème « Hitler et la France ». C'est tout naturel. D'abord, parce que c'est l'éternel problème franco-allemand sous son aspect actuel ; ensuite parce que l'idée hitlérienne est basée, pour les Français, sur une mystique nouvelle à l'égard de laquelle il s'agit de prendre position ; enfin parce que la question se pose, pour tout Français, de savoir si la nouvelle forme sous laquelle se présente l'Allemagne actuelle est de nature à rendre plus difficile la solution du problème franco-allemand, ou, au contraire, à la faciliter.

De nombreuses publications : livres, brochures et articles, ont paru en France présentant le problème hitlérien à l'opinion française sous un angle différent, selon la position prise par leurs auteurs. Nous avons vu qu'avant l'arrivée au pouvoir de Hitler, l'opinion française a été surtout avertie par des auteurs hostiles

au mouvement hitlérien, hostiles, parce que ce mouvement menaçait, d'une manière ou d'une autre, leurs intérêts, leurs idées, leurs mystiques. Cette première littérature répandue en France sur Hitler, était, dans la plupart des cas, inspirée par l'intention de mettre en garde le public contre le danger hitlérien. « Hitler, c'est la guerre ! » « Méfiez-vous ! » « Faites attention ! » « Hitler est antifrançais, » tels furent les mots d'ordre répandus partout.

Aujourd'hui, il y a plus de cinq ans que Hitler est au pouvoir.

Il y a eu, il est vrai, des difficultés et des tensions. Le Führer a réalisé certains buts que le peuple allemand considère comme buts légitimes de sa politique nationale. Mais le Führer, qui connut lui-même les horreurs de la guerre, a toujours repoussé l'idée de la guerre et on n'a entendu, de sa part, notamment en ce qui concerne la France, que des manifestations de paix et de rapprochement. Beaucoup de Français sont venus depuis sur place, pour s'informer eux-mêmes. Ce qu'ils ont vu ne correspondait souvent pas à l'idée qu'ils s'étaient faite de la nouvelle Allemagne d'après la littérature qu'ils connaissaient sur Hitler. Ils étaient bien reçus, non seulement par le Führer et ses collaborateurs, mais par toutes les classes du peuple allemand, et notamment par la jeunesse allemande, laquelle a complètement abandonné les anciens préjugés qui ne sont plus

de notre temps. Pas le moindre soupçon d'esprit de revanche, d'hostilité, d'antipathie. Partout respect, volonté de paix et, même, amitié. Et cela après quatre ans de guerre, après tant d'années d'occupation, après les expériences douloureuses de la Rhénanie, de la Ruhr, de la Sarre !

Ces Français venus en Allemagne ont pu constater un changement profond et général dans l'esprit comme dans la mentalité allemande. Ce changement, que les hommes de Weimar n'avaient pas réussi à réaliser, est dû précisément à l'homme qu'on avait montré au peuple français comme le pire de ses ennemis.

C'est peut-être surprenant. Mais nous voyons aujourd'hui des vérités qu'on croyait éternelles perdre leur valeur ; des formules qui paraissaient intangibles comme des dogmes, périmées. De la souffrance de la grande guerre et de la défaite s'est élevé en Allemagne quelque chose de nouveau, une nouvelle foi, une nouvelle idée nationale et socialiste en même temps, qui veut apaiser à l'intérieur du pays la haine des classes et concilier au dehors les mésententes qui existent, hélas ! encore, entre les différents membres de la famille européenne.

Alors se sont dressés de nouveau ceux qui, hier, répandaient le mot d'ordre : « Hitler, c'est la guerre ! » Ils ne crient plus : « Hitler, c'est la guerre ! » Ce ne serait plus possible.

Il y a trop de Français qui connaissent aujourd'hui l'Allemagne nouvelle. L'évidence est trop apparente pour que l'opinion française n'en tienne pas compte. Le mot d'ordre est devenu autre. On dit au peuple français : « Hitler vous trompe ! Ne vous laissez pas duper ! Il est vrai, Hitler vous adresse des offres de paix. Mais ce sont des paroles, et les actes les démentent ! Voyez les armements ! »

Oui, l'Allemagne a repris ses armements. C'est un fait. On nous avait promis dans ce traité de paix de Versailles qui était un traité intangible quand il s'agissait des charges imposées à l'Allemagne, que tous les contractants désarmeraient dans un délai raisonnable, et qu'alors l'égalité des droits serait rétablie. Mais on n'a pas tenu cette promesse. Et, quinze ans plus tard l'Allemagne a repris sa liberté d'action.

L'Allemagne réarme donc.

Toutefois ce réarmement ne devrait pas inquiéter l'opinion française. L'Allemagne aspire à l'égalité des forces qui est la seule base raisonnable et solide pour une conversation de peuple à peuple. Le Führer s'est déclaré, en de nombreuses occasions, prêt, à tout moment, à traiter d'égal à égal la question de la restriction des armements.

On réclame des actes? Mais le pacte naval germano-britannique, l'arrangement avec la Pologne, la déclaration loyale du Führer qu'après

la Sarre, il n'y a plus de question territoriale entre l'Allemagne et la France, ne sont-ce pas là des actes prouvant plus que tout une volonté sincère de contribuer à une politique de paix?

En revanche, nous l'avons constaté, à notre grand regret, que d'erreurs, d'omissions et d'occasions manquées du côté des gouvernements démocratiques ! On reconnaît aujourd'hui partout que l'offre du Führer proposant la formation d'une armée allemande de 300 000 hommes aurait fourni une base raisonnable pour résoudre le problème du désarmement.

Elle a été écartée.

Une autre erreur psychologique encore plus grave a été de refuser de régler sans plébiscite la question du retour de la Sarre. Pourtant, cette offre a été un geste des plus désintéressés du Führer, qui voulait par là renoncer à une victoire sûre, à un succès de politique étrangère de nature à valoir un grand prestige à son régime. Il voulait y renoncer parce que l'idée du rapprochement franco-allemand lui était plus précieuse qu'un triomphe facile.

On repoussa l'offre. Erreur plus grave encore ! On se servit de la Société des Nations pour appuyer d'arguments juridiques le refus qui venait de Paris. Comme si la Société des Nations eût fait des difficultés pour homologuer un accord aussi heureux entre la France et

l'Allemagne, seules intéressées à la question de la Sarre ! Sans doute la plus grande partie des Français avaient compris que la Sarre était une terre allemande, mais la politique officielle, encore trop obsédée par les idées de la politique classique, traditionnelle ou historique, héritage de l'éternel Richelieu, ne voulait pas admettre que les habitants de la Sarre étaient des Allemands, animés d'un seul désir : rejoindre la patrie allemande.

Ainsi le geste du Führer qui aurait constitué un sérieux progrès vers la compréhension franco-allemande, fut interprété comme une preuve de faiblesse. La lutte finale pour la Sarre ne nous fut donc pas épargnée ; le peuple allemand avait encore une fois la preuve évidente que la Société des Nations, compromise ainsi par ses propres auteurs, n'était pas un instrument de paix, mais plutôt le garant du *statu quo* de Versailles et l'exécuteur fidèle de la politique des vainqueurs contre les vaincus.

Aujourd'hui, nous sommes en 1938. Vingt ans après l'armistice. Et l'Europe n'a pas encore retrouvé la paix. Le Führer sait que le problème franco-allemand domine tout. C'est pourquoi il a tant de fois adressé la parole au peuple français.

Alors, ceux qui ne comprennent jamais, d'arguer : « Pourquoi s'adresse-t-il directement au peuple français, pourquoi ne se sert-il pas de la voie diplomatique qui est la voie offi-

cielle? » Comme s'il avait négligé cette voie officielle ! L'offre du pacte sur les armements n'a-t-elle pas été faite par la voie officielle? Et tant d'autres !

Mais qu'on ne s'y trompe pas : le problème franco-allemand est devenu un problème de peuple à peuple. Les peuples veulent qu'il soit résolu. Les peuples doivent se décider. Ils cherchent de nouvelles méthodes pour se libérer du passé et gagner l'avenir. Jamais un chef allemand n'a invité la nation allemande avec autant d'énergie et, en même temps, autant d'autorité et de bonne foi à briser la théorie du « Erbfeind », de l'ennemi héréditaire. En France aussi on est disposé à comprendre. Des hommes courageux ont écrit des ouvrages objectifs sur Hitler et la nouvelle Allemagne ; ils ont réclamé que l'on causât, avec l'Allemagne. Il y a progrès et nous nous en félicitons. Nous avons suivi avec sympathie les manifestations des anciens combattants et du Comité France-Allemagne. Nous avons vu paraître en France des livres compréhensifs comme ceux de Louis Bertrand, de Brinon, de Jules Romains, de Chateaubriant et de bien d'autres. Tout cela sert à une meilleure compréhension. La tâche est si grande, l'œuvre si précieuse !

Nous voudrions que notre publication actuelle servît aussi la bonne cause. C'est la réunion d'un certain nombre de déclarations

du Führer par quoi il développe ses idées sur les relations franco-allemandes, déclarations publiques, au Reichstag ou ailleurs, déclarations personnelles, au cours de certaines interviews. Nous les donnons sans commentaire. Nous avons estimé intéressant pour le public français de réunir en bloc tous les passages de ses grands discours essentiels pour comprendre sa conception sur le problème franco-allemand. On verra combien ce problème le préoccupe. Il ne laisse passer aucune occasion d'y revenir. Nous avons choisi notamment ses grands discours au Reichstag et particulièrement ceux qu'il a prononcés dans les moments critiques des dernières années quand il a, le 21 mai 1935, exposé sa politique au sujet du réarmement de l'Allemagne, le 7 mars 1936, quand, après la ratification par la Chambre du pacte franco-russe, il justifiait la dénonciation du pacte de Locarno et le rétablissement de la pleine souveraineté allemande en Rhénanie. Nous avons ajouté les aspects principaux du programme des 13 points développés le 21 mai 1935 et le projet de paix du 31 mars 1936, qui, à notre avis, représentent un plan constructif pour l'organisation d'une paix juste et solide, et prouve que l'Allemagne de Hitler est prête à collaborer avec les autres grandes puissances de l'Europe dans un intérêt commun. Ce projet a gardé, aujourd'hui encore, toute son importance.

Nous n'oublierons pas le discours du 30 janvier 1937 dans lequel il a donné un rapport général sur les quatre premières années du régime national-socialiste confirmant encore sa volonté de participer à une collaboration européenne. Jamais le Führer n'a changé d'avis. Il a maintenu ses offres de paix ces derniers temps encore, à la séance de clôture du congrès de Nüremberg de 1937 et de 1938, à la réception du corps diplomatique au nouvel an 1938, enfin devant le Reichstag, le 20 février 1938. L'examen de ses différentes déclarations montrera combien le Führer est au courant des points qui inquiètent l'opinion publique en France, et combien il possède, jusqu'aux moindres détails, les arguments qu'on oppose en France, à sa politique et à sa doctrine. Que le public français s'instruise et qu'il se donne une opinion lui-même !

Mais il y a encore des Français qui hésitent, qui se demandent si vraiment on peut avoir confiance. Voyons donc ce que Hitler nous a dit et s'il y a des garanties sérieuses, pour les Français, d'être rassurés. Pour bien en juger, il faut connaître la nature même du national-socialisme, sa doctrine, ses idées dominantes. Or la première chose qu'on doit constater, c'est que le national-socialisme veut être quelque chose de tout à fait nouveau et entièrement opposé à la conception des nationalismes d'autrefois. Hitler l'a dit souvent. Tous ses grands

discours devant le Reichstag de Berlin ou pendant le Congrès de Nuremberg en sont la preuve.

Dans son discours-programme du Reichstag, le 21 mai 1935, au moment où il a justifié, par des arguments juridiques, devant la nation allemande et devant l'Europe, la reprise par l'Allemagne de sa souveraineté et de l'égalité des droits quant aux armements, Hitler a clairement exposé ses idées : « Cette nouvelle Allemagne, » a-t-il dit, « ne peut être comparée à l'Allemagne du passé. Elle défend la paix en vertu d'une conception nouvelle que le national-socialisme se fait du peuple et de l'État. »

Nous avons, en effet, réalisé en Allemagne quelque chose de nouveau, une nouvelle formule du nationalisme ou plutôt du patriotisme ; et cette nouvelle forme de nationalisme n'est pas incompatible avec l'idée de la paix et de la coopération européenne. Au contraire, nous croyons que la nouvelle conception que le national-socialisme se fait du peuple et de l'État constitue une garantie pour la paix, parce qu'elle s'incline devant la volonté de populations qui n'ont pas le désir de faire partie de la patrie allemande. Le national-socialisme refuse donc par principe de germaniser qui que ce soit. Il ne veut pas faire de prosélytes ou incorporer dans la nation allemande des éléments qui ne sont pas allemands, et qui n'ont

pas eux-mêmes la volonté de vivre dans la communauté du peuple allemand.

Il ne faut pas oublier non plus combien le mouvement de Hitler, même pendant la période révolutionnaire, a respecté le principe de la légalité. C'est en maintenant la légalité que Hitler a mené sa lutte ; c'est par la voie de la légalité qu'il est arrivé au pouvoir, c'est légalement aussi qu'il veut obtenir pour le peuple allemand la situation internationale à laquelle il croit avoir droit. Grâce à cette idée de la légalité internationale, nous reconnaissons le droit aux peuples de disposer d'eux-mêmes, nous le reconnaissons pour tous les peuples, sans aucune restriction ni arrière-pensée. Le national-socialisme refuse de s'immiscer dans la vie intérieure des autres peuples. Telle nouvelle forme du nationalisme, consciente de sa responsabilité envers la famille européenne, n'est-elle pas une solution du problème international conciliant l'idéal du patriotisme national avec l'idée de la « patrie européenne » et même de la « patrie humaine » dont on a tant parlé? Nous en avons la conviction. Le Führer l'a affirmé devant le Reichstag.

Nous croyons donc cette conception des patries et des nations nullement incompatible avec l'idée de l'Europe. Le national-socialisme, arrivé au pouvoir en Allemagne en triomphant du marxisme international, n'admet pas l'idée d'un pacifisme international qui nie les

nations et s'oppose à l'idée de patrie. Nous avons retrouvé l'idée de patrie. Nous aimons notre pays. Mais nous sommes d'avis que l'amour de notre patrie ne nous empêche pas de respecter ceux qui, ailleurs, sont animés par les mêmes sentiments envers leur propre pays, sentiments d'amour, de dévouement et de fidélité. Nous croyons que, pour être patriote allemand, il n'est point nécessaire de haïr les autres patries. Nous croyons que le bon patriote allemand doit estimer le bon patriote français. C'est là, à notre avis, le meilleur moyen, pour ne pas dire le seul, de triompher des erreurs d'un passé douloureux qui a si longtemps opposé nos deux peuples. Il faut briser la théorie du « Erbfeind », la théorie de l'ennemi héréditaire. Il ne faut pas que le passé reste toujours comme un mur infranchissable, un abîme qui nous sépare. Il ne faut pas qu'il y ait une « idée fixe », une « politique historique » ou « traditionnelle » restant comme une « loi éternelle », « un dogme intangible », qui se dresse toujours entre nos deux nations. Nous ne croyons pas que les guerres entre nos peuples soient inévitables.

Nous sommes convaincus en même temps qu'il est de notre propre intérêt que les peuples voisins, et notamment le peuple français, soient heureux, prospères, forts et satisfaits. C'est la seule manière d'assurer l'équilibre des États européens, sans lequel il n'est de colla-

boration et de paix possibles sur notre vieux continent.

Mais la réconciliation et le rapprochement de nos deux peuples, condition *sine qua non* de toute coopération pacifique de l'Europe, ne sont pas l'affaire de partis ou de « Weltanschauung », de mystiques ou de conceptions de politique intérieure. Il s'agit d'un problème à résoudre de peuple à peuple, de nation à nation. Peu importe que les hommes qui entreprennent le rapprochement soient de gauche ou de droite. Ce qui est bon pour un pays ne l'est pas pour l'autre. Nous autres Allemands, nous commettons souvent l'erreur de croire que, dans les autres pays de l'Europe et notamment en France, tout doit se passer comme chez nous. C'est là erreur commune à beaucoup de peuples.

Nous avons fait en Allemagne avant la guerre, pendant la guerre, et après la guerre notre expérience particulière. Nous avons vécu et vivons encore dans des conditions spéciales. Nous ne voulons pas nous immiscer dans la vie intérieure d'une autre nation, mais nous réclamons pour nous aussi le droit de faire notre maison comme bon nous semble. Hitler l'a répété : « Le national-socialisme n'est pas un article d'exportation. » Je crois donc dans leur tort ceux qui refusent de s'entendre avec un autre pays uniquement parce que hostiles à son régime. Il serait désastreux

que l'Europe fût divisée en deux camps ou même en plusieurs de par la différence des régimes intérieurs. Le Führer s'est toujours déclaré prêt à toute collaboration européenne.

L'Allemagne et l'Europe, ce n'est pas une antithèse. Par la nature même de son nationalisme et par le principe de la légalité, la nouvelle Allemagne donne une double garantie de collaboration internationale.

Une troisième garantie est de nature à calmer toutes les craintes : c'est le côté social et même socialiste du mouvement hitlérien. Ce mouvement est composé de deux éléments qui se complètent. National, il est aussi socialiste. Il ne faut pas sous-estimer l'importance du caractère socialiste du mouvement. Hitler est un véritable socialiste. Socialiste, non pas au sens que le marxisme a donné à ce mot, mais dans son véritable sens de représentant du peuple qui travaille. Le peuple qui travaille veut la paix.

Le mouvement qui a réalisé la réconciliation et la collaboration des classes en Allemagne est disposé aussi à réconcilier les peuples d'Europe. Son idéal est, après avoir obtenu à l'intérieur la « Volksgemeinschaft », la communauté du peuple allemand, d'arriver en Europe à une « Völkergemeinschaft », une communauté des peuples européens.

On objecte : « Tout cela est bien, mais lisez *Mein Kampf!* »

Oui, il est vrai que le Führer, quand il était encore au début de sa lutte politique, au lendemain de la Ruhr, dans la prison de Landsberg, a écrit des passages très durs pour la France qui était alors l'adversaire. Le Führer a répondu à cette argumentation lors de l'interview qu'il a donnée à Bertrand de Jouvenel : « Ma rectification? Je l'écrirai dans le grand Livre de l'Histoire. »

Ces paroles ont été comprises en France. Un écrivain français (1), dans une lettre publique adressée à Adolf Hitler, a exprimé ce que sans doute beaucoup de Français ont pensé :

« Votre explication des mots très durs pour la France que vous avez lâchés dans *Mein Kampf*, il y a treize ans, quand nous occupions la Ruhr et que vous étiez en prison, est parfaite de ton et de forme. Vous nous dites : « Vous voulez que je fasse des rectifications dans mon livre comme un écrivain qui prépare une nouvelle édition de ses œuvres? Mais je ne suis pas un écrivain, je suis un homme politique ! Ma rectification? Je l'apporte tous les jours dans ma politique extérieure, toute tendue vers l'amitié avec la France ! Si je réussis le rapprochement franco-allemand comme je le veux, ce sera une rectification digne de moi ! Ma rectification, je l'écrirai dans le grand Livre de l'Histoire. »

(1) Gustave Hervé, dans *la Victoire* du 29 février 1936.

Il nous semble que ces déclarations solennelles, dignes d'un homme d'État, devraient suffire. Quand Aristide Briand, après la Ruhr, inaugurait la politique de détente, nous autres Allemands lui avons apporté toute notre confiance ; nous n'avons pas recherché dans ses actes ou paroles antérieurs des points susceptibles de s'opposer à ses offres de paix. Et pourtant nous connaissions la fameuse lettre du 12 janvier 1917, que Briand avait adressée à Paul Cambon et qui fut publiée par Tardieu (1), lettre dans laquelle Briand s'est déclaré partisan de la politique traditionnelle qui voulait séparer la Rhénanie du corps de la patrie allemande. Encore Briand n'était-il pas à ce moment un militant quelconque, mais président du Conseil, responsable de la politique de son pays. Si l'on veut en terminer avec un différend séculaire, il faut, d'abord, avoir confiance.

Nous savons que la confiance ne peut pas être imposée, il faut la gagner et pour cela il faut du temps. Mais cette confiance doit être réciproque. Le peuple allemand, qui connaît l'histoire et qui a vu se manifester en France, à la veille encore du plébiscite de la Sarre, certaines tendances politiques que nous craignons avec raison, peut-il avoir confiance, si on la refuse à son chef?

(1) TARDIEU, *la Paix*, Paris, 1921, p. 189.

Nous avons vu avec regret que chaque manifestation de paix du Führer a eu, dans une partie de l'opinion française, un écho qui devait amener une déception en Allemagne. C'était la réaction des apôtres de la méfiance éternelle.

Mais il y a eu aussi des voix encourageantes, celles d'anciens combattants français et allemands. Ces hommes qui s'étaient battus les uns contre les autres, il y a vingt ans, avaient cependant appris à s'estimer et à s'apprécier. Bons juges en courage, les uns et les autres honoraient leurs adversaires, rendaient justice, malgré le tumulte affreux des combats, à leur bravoure, à leur esprit de sacrifice, à leur amour de la patrie. Aujourd'hui, ils pensent que deux peuples qui ont tant saigné, tant souffert, qui ont montré tant de vaillance et d'esprit chevaleresque ne doivent plus, ne peuvent plus reprendre les armes pour se ruer les uns sur les autres dans un assaut dément où sombrerait la civilisation occidentale, dans une lutte fratricide de deux peuples proches par le sang et faits mieux que tous autres pour s'aimer et se comprendre. Et ce sont eux qui, de toute leur volonté lucide, crient aujourd'hui : « Luttons pour la paix ! »

Je me rappelle le jour où je suis venu pour la première fois en France après la cessation des hostilités. C'était pendant l'armistice. J'avais assisté des Français et des Belges devant des conseils de guerre allemands, et je venais

défendre mes compatriotes. J'ai vu donc des deux côtés les souffrances de ceux qui, fidèles à leur patrie, étaient entrés en conflit avec la loi de l'occupant.

Le pays était encore dévasté et les habitants commençaient seulement à revenir. Le train s'arrêta à Pont-à-Mousson. Alors j'ai parcouru le Bois Le Prêtre. J'ai vu les tranchées, la Croix des Carmes, la Fontaine du Père Hilarion. J'ai visité les cimetières : Français tombés pour leur patrie, Allemands tombés pour leur patrie, nécropoles immenses. Et à travers tout cela, les hommes qui se remirent à la reconstruction.

J'ai parlé avec eux, Allemand avec des Français. Il y avait là un forestier et sa femme devant leur maison en ruines. Ils me donnèrent la main et me dirent : « Ah ! si nos peuples pouvaient s'entendre directement, les uns avec les autres, ce serait vite arrangé. Mais il y a des intérêts qui s'y opposent. »

Alors j'ai compris : ceux qui avaient souffert de la guerre, n'avaient pas de haine. Ils voulaient la réconciliation pour que cela ne recommence plus.

On nous répond : Si vous voulez la paix, pourquoi avez-vous abandonné la Société des Nations?

Nous nous méfions de la Société des Nations ; nous nous méfions de ce qu'on appelle la « sécurité collective » et la « paix indivisible ». Nous

croyons que la Société des Nations a failli à son rôle, qu'elle est devenue infidèle à la mission pour laquelle Wilson l'avait prévue, c'est-à-dire, constituer un instrument de la paix future. Nous croyons au contraire que la Société des Nations est devenue un instrument destiné à maintenir et à garantir le *statu quo* de Versailles. Or, Versailles signifie pour nous l'idée de l'humiliation, de la défaite, de l'infériorité et de la discrimination.

Il est regrettable que la Société des Nations soit liée au Traité de Versailles. Il est regrettable que la Société des Nations, en exécution du Traité de Versailles, ait été chargée de fonctions qui nous étaient pénibles et nous rappelaient la défaite. Croyez-vous qu'une discussion à Genève, comme par exemple celle qui se rapporte à Dantzig, nous rende sympathique l'institution de la Société des Nations? C'est pourquoi nous n'en voulons plus. Nous ne refusons pas la collaboration avec tous les peuples dans l'intérêt de la paix, mais nous préférons collaborer directement, en tant que nation souveraine et libre, avec les autres nations libres, sur le pied de l'égalité, sans passer par l'intermédiaire de Genève.

Cela correspond à un sentiment général répandu dans toute l'Allemagne. Aussi a-t-on vu Hitler, quand il a abandonné la Société des Nations, recueillir l'approbation unanime de son peuple. Mais il faut éviter les dogmes, les

dogmes qui tyrannisent. La paix organisée par la Société des Nations, n'est qu'une méthode, une forme ; il ne faut pas vouloir trop insister sur une forme ; il ne faut pas qu'on ait l'air de nous imposer une forme de la discussion.

On nous objecte encore : « Vous luttez contre Versailles. » Oui, c'est vrai. Nous luttons contre Versailles. Mais cette lutte contre l'esprit de Versailles n'a rien d'inquiétant. Lors du Congrès international des avocats, à La Haye, en 1932, un grand juriste français, M. Appleton, nous a fait une excellente conférence sur « Gœthe et le droit ». Il nous a montré la différence entre la conception allemande de la fidélité au contrat et la conception plus cartésienne des Français qui respectent plutôt la signature, la lettre, le droit écrit. Il a développé ce thème que Gœthe, représentant la conception germanique du droit, avait été partisan de l'idée du « droit qui est né avec nous », du droit véritable, de la justice en opposition au droit des paragraphes qui sont souvent *summum jus summa injuria.* Mais, a-t-il ajouté, Gœthe a reconnu aussi qu'il faut respecter l'ordre. L'ordre d'abord. Un ordre mauvais vaut mieux que le désordre. Un grand homme d'État doit veiller à ce que l'ordre mauvais soit transformé et mis en accord avec l'idée de justice.

Eh bien ! notre lutte contre Versailles, c'est cela. Nous luttons contre ce que nous considérons comme injuste dans ce Traité. Nous

luttons contre un ordre que nous estimons mauvais. Nous luttons pour une meilleure paix. Mais nous ne voulons pas le désordre, le chaos, la guerre.

Voilà le terrain qui nous est commun.

Les pays de l'Europe souffrent aujourd'hui d'une crise, qui est la « crise de la paix mal faite ».

Essayons donc de faire mieux, d'organiser une meilleure paix. De la crise de la paix mal faite a surgi le désordre du bolchevisme. Ce désordre menace aujourd'hui l'Europe entière. Mais en Allemagne est né un bloc d'ordre, qui constitue une garantie contre le chaos qui nous menace de l'Est.

Peu de temps après la guerre, à Paris, un homme politique important m'a fait cet aveu franc et sincère, lors d'une discussion au sujet de la politique dite de « sécurité ».

Ce grand personnage français, qui avait été mon adversaire dans plusieurs procès, et qui, par la suite, est devenu mon ami, m'a dit spontanément : « Nous autres, Français, nous savons très bien qu'il n'y a pour la France qu'une seule garantie de paix solide, qu'une seule sécurité qui compte : une véritable entente avec l'Allemagne. »

Et si l'on va en Allemagne, où que ce soit, on trouve la même opinion. Sur le fond du problème, sur l'utilité d'un rapprochement franco-allemand, sur la nécessité même, nous sommes

tous d'accord. Reste seulement à savoir si, après tout ce qui s'est passé, après tant d'expériences séculaires, il est possible d'arriver à ce rapprochement.

Est-ce possible, notamment pour la France républicaine, de réaliser une entente avec l'Allemagne actuelle?

A cela, je réponds : oui, malgré tout, le rapprochement et la réconciliation sont possibles. Il faut le vouloir, il faut le croire et il faut suivre la bonne méthode.

On nous dit peut-être : « Hitler veut la paix, mais ses lieutenants, son entourage, le pousseront vers la guerre. » C'est pour cela que nous avons cru bon de reproduire certaines déclarations de ses collaborateurs, prouvant qu'ils sont, eux aussi, partisans de la paix.

En ce qui concerne la paix et la nécessité du rapprochement franco-allemand, le peuple allemand est unanime.

Dans un intéressant article paru dans *l'Ère nouvelle* du 3 mars 1936, M. Paul Bastid déclare : « Les rapports franco-allemands sont plus que jamais à l'ordre du jour. » Puis il examine le problème franco-allemand, ses difficultés, les erreurs commises, les méthodes à suivre pour réussir. Et il conclut : « Quoi qu'il en soit, nous avons balancé entre deux systèmes : maintenir éternellement l'Allemagne hors d'état de nuire, ce qui était la conception de Versailles, ou faire confiance à l'esprit pacifique du Reich

et l'aider à retrouver sa place dans le concert européen. Mais aucun de ces sytèmes n'a été pratiqué ni même professé avec résolution. De plus, le second a toujours été vicié dans le principe par des considérations de politique intérieure : les uns voulaient s'appuyer sur l'Allemagne de Weimar, les autres veulent aujourd'hui traiter avec la dictature hitlérienne. Combien en est-il qui aient songé à un rapprochement du peuple français et du peuple allemand, toute question de régime mise à part? »

C'est là, en effet, le point principal. Le rapprochement franco-allemand n'est pas une question de régimes : c'est une question qui doit être résolue de peuple à peuple.

Hitler l'a reconnu. Il a compris sa mission européenne. Ses manifestations de paix en sont la preuve. Que le public français les entende et que le terrain soit ainsi préparé pour la paix qui est si nécessaire aux peuples d'Europe!

Dr. GRIMM.

Berlin et Paris, septembre 1938.

I

DISCOURS PRONONCÉS PAR LE FUHRER AU REICHSTAG

1. — DISCOURS DU 17 MAI 1933.

Principes de la doctrine nationale-socialiste : La paix mal faite est la base de tous les malheurs.

Au nom du gouvernement allemand, j'ai prié le président du Reichstag, M. Göring, de convoquer le Reichstag allemand, afin de prendre position, devant les questions qui agitent aujourd'hui non seulement notre peuple, mais encore le monde entier. Les problèmes que vous connaissez sont d'une telle importance que, de leur heureuse solution, dépend la pacification politique, et aussi le salut économique de tous. Si, à cette occasion, j'exprime, au nom du gouvernement allemand, le désir qu'il éprouve de soustraire l'examen de ces problèmes à l'empire de toute passion, la moindre raison n'en est point dans cette constatation, qui s'impose à nous tous, à savoir que la crise

de l'époque actuelle a elle-même ses racines les plus profondes exclusivement dans ces passions qui, après la guerre, ont obscurci la raison et la sagesse des peuples. En effet, tous les problèmes qui provoquent l'inquiétude actuelle ont leur source dans les défectuosités du Traité de paix qui n'a pas su résoudre de haut, d'une façon claire et raisonnable, les questions les plus importantes et les plus décisives de cette époque pour les temps à venir.

Ni les questions nationales, ni les questions économiques, ni surtout les questions et revendications juridiques intéressant les peuples n'ont été résolues par ce traité d'une façon telle qu'elle puisse résister éternellement à la critique de la raison. Il est donc compréhensible que l'idée d'une révision compte parmi les concomitances et effets permanents de ce traité, et que, de plus, la révision, prévue comme nécessaire même par ses rédacteurs, trouve conséquemment sa base juridique dans le texte du traité lui-même.

Si j'aborde ici, brièvement, les problèmes que ce traité aurait dû résoudre, je le fais pour la raison que l'échec essuyé dans ce domaine devait nécessairement provoquer ces situations ultérieures qui ont troublé les relations politiques et économiques entre les peuples.

L'idée nationale-socialiste
et le principe des nationalités.

Les problèmes de politique nationale sont les suivants : Au cours des siècles, les États européens et leurs frontières sont toujours issus de conceptions relevant exclusivement d'une mentalité purement étatique. L'avènement victorieux de l'idée nationale et du principe des nationalités au cours du siècle écoulé, a jeté les germes de nombreux conflits pour n'avoir pas pris en considération ces nouvelles idées et ces nouveaux idéaux par les États issus d'autres éléments originaires. A la fin de la grande guerre il ne pouvait y avoir de tâche plus haute pour une véritable Conférence de la paix que de créer, en s'inspirant de la claire reconnaissance de ce fait, un ajustement et un ordre nouveaux des États européens, de manière à tenir compte, dans la plus large mesure possible, de ce principe. On aurait pu d'autant mieux éliminer un grand nombre de possibilités futures de conflits que les frontières ethniques auraient correspondu plus nettement aux frontières d'États ainsi tracées.

Le problème territorial.

Oui ! ce remaniement territorial de l'Europe, s'inspirant des véritables frontières ethniques,

aurait été, historiquement, la solution qui, s'orientant vers l'avenir, aurait peut-être fait apparaître comme n'ayant point été tout à fait inutiles pour les vainqueurs et les vaincus les sacrifices sanglants de la grande guerre, parce que cette solution aurait donné au monde les bases d'une paix véritable. Mais, en réalité, partie par ignorance, partie par passion et par haine, on s'est arrêté à des solutions qui, dans leur manque de logique et d'équité, portaient en elles le germe de nouveaux conflits.

L'égalité des droits.

Des traités conclus en vue d'apaiser la vie internationale n'ont de sens intrinsèque que s'ils se fondent sur une égalité réelle et sincère des droits de tous.

C'est précisément en cela que résident les causes principales de la fermentation qui règne dans le monde depuis des années.

Pour une solution raisonnable.
Contre l'absurdité d'une guerre.

Mais il est dans l'intérêt de tous que les problèmes aujourd'hui posés reçoivent une solution raisonnable et définitive.

D'aucune nouvelle guerre en Europe ne pourrait sortir rien de meilleur que la situation actuelle, si peu satisfaisante qu'elle soit. Au

contraire ! Ni au point de vue politique, ni au point de vue économique, l'emploi de la violence ne saurait amener en Europe une situation plus favorable que la présente. Un succès même ne pourrait qu'aggraver encore la perturbation de l'équilibre européen et jeter, d'une manière ou d'une autre, le germe de nouveaux antagonismes et de nouvelles complications. De nouvelles guerres, de nouveaux sacrifices, de nouvelles incertitudes, et une nouvelle détresse économique en seraient la conséquence. Or, le déchaînement d'un tel délire sans fin aboutirait à l'écroulement de l'ordre social et politique actuel. Une Europe sombrant au chaos communiste provoquerait, dans le développement du monde, une crise de proportions indéfinies et d'une durée illimitée.

Le gouvernement national-socialiste est prêt à une collaboration sincère.

Le vœu le plus profondément cher du gouvernement national du Reich allemand est d'empêcher, par sa collaboration sincère et active, un développement non pacifique de cette espèce.

C'est là, d'ailleurs, le sens intime de la révolution accomplie en Allemagne. Les trois points de vue qui dominent notre mouvement révolutionnaire ne sont, à aucun égard, en contradiction avec les intérêts du reste du monde :

1° Empêcher le bouleversement communiste menaçant et construire un État national unissant les différents intérêts des classes et des professions sociales, fondé sur le concept de la propriété comme sur la base même de notre civilisation ;

2° Résoudre le problème social le plus difficile en ramenant les millions d'êtres qui constituent la triste armée de nos chômeurs dans le processus d'une production utile à tous ;

3° Rétablir un gouvernement stable et autoritaire qui, soutenu par la confiance et la volonté de la nation, fasse à nouveau, enfin, de ce grand peuple un partenaire avec lequel le monde ait intérêt à traiter.

Nouvelle conception du nationalisme. Respect des droits des autres. Pas de germanisation.

Si, en ce moment, je parle en ma qualité de national-socialiste allemand, je tiens à proclamer, au nom du gouvernement national et de tout le mouvement de redressement national, que c'est précisément nous, — la jeune Allemagne, — qui sommes remplis de la compréhension la plus profondément sympathique pour les sentiments et tendances analogues ainsi que pour les aspirations vitales justifiées des autres peuples. La génération de cette jeune Allemagne qui, jusqu'ici, n'a connu dans la vie que la détresse et la désolation du peuple auquel

elle appartient, a trop cruellement souffert des procédés insensés qu'on lui a appliqués pour songer à les infliger aux autres. Notre nationalisme est un principe qui, par la conception même qu'il a du monde, nous impose fondamentalement des devoirs d'ordre général. Du fait que nous tenons à notre propre pays par les liens d'un amour et d'une fidélité sans borne, en vertu même de cette mentalité, nous respectons les droits nationaux des autres peuples, et souhaitons, du plus profond du cœur, vivre avec eux en toute paix et amitié. Par conséquent, nous ne connaissons pas non plus le concept de « germanisation ». La mentalité particulière du siècle écoulé, en vertu de laquelle on s'imaginait peut-être pouvoir transformer des Polonais ou des Français en Allemands, nous est donc tout aussi étrangère que serait passionnée notre résistance à tout effort inverse. Nous considérons les nations européennes qui nous entourent comme constituant des réalités acquises. Les Français, les Polonais, etc., sont nos voisins et nous savons qu'aucun événement, historiquement imaginable, ne pourrait modifier cet état de choses.

Le respect des Traités et l'idée de la révision.

C'eût été un bonheur pour le monde si, dans le Traité de Versailles, on eût tenu compte de ces réalités également en ce qui concerne l'Alle-

magne. En effet, le but d'un instrument de paix vraiment durable devrait être non de faire des blessures nouvelles ou de tenir des plaies ouvertes, mais, au contraire, de les fermer et de les guérir.

En traitant avec réflexion les problèmes européens, on aurait alors pu aboutir sans difficulté, en ce qui concerne l'Est, à une solution qui eût donné satisfaction aux aspirations compréhensibles de la Pologne tout comme aux droits naturels de l'Allemagne.

Le Traité de Versailles n'a pas fourni cette solution.

Cependant aucun gouvernement allemand ne prendra l'initiative de rompre une convention qui ne peut être éliminée sans être remplacée par un élément meilleur.

Cette reconnaissance du caractère juridique d'un tel traité ne peut être que générale. Non seulement les vainqueurs, mais aussi les vaincus peuvent revendiquer les droits que leur donne ce traité. Mais le droit de réclamer une révision du traité est fondé dans le traité lui-même. Le gouvernement allemand ne désire, à cet égard, prendre comme motif et comme mesure de sa revendication que les résultats, désormais acquis, des expériences faites jusqu'ici, ainsi que les constatations incontestables d'un raisonnement critique et logique.

Or, les expériences faites pendant les quatorze dernières années tant au point de vue poli-

tique qu'au point de vue économique sont bien claires.

La misère des peuples loin d'être supprimée, a été, au contraire, augmentée.

Les racines les plus profondes de cette misère résident dans la division qui départage le monde en vainqueurs et vaincus et qui, conformément à l'intention de ses auteurs, doit être la base éternelle de tous les traités et de tous les statuts à venir.

La crise actuelle.

Le gouvernement allemand et le peuple allemand ont conscience de la crise actuelle. Pendant des années, l'Allemagne a mis en garde contre les méthodes qui devaient aboutir à un tel résultat politique et économique. Si l'on continue à suivre la voie où l'on s'est engagé et à appliquer les vieilles méthodes, l'issue ne peut être douteuse. Après des succès politiques illusoires remportés par certaines nations, des catastrophes économiques et conséquemment politiques d'autant plus graves pour toutes ne tarderaient pas à se produire. Nous considérons comme notre devoir primordial et suprême d'éviter ces catastrophes. Jusqu'ici, on n'a rien entrepris d'efficace pour les conjurer. Si le reste du monde nous objecte que l'on aurait assurément manifesté à l'Allemagne antérieure certaines sympathies, nous répondrons que

nous avons appris à connaître, en Allemagne, les conséquences et les effets de ces sympathies.

Les souffrances du peuple allemand.

Depuis le Traité de paix de Versailles, le peuple allemand a connu une détresse politique et économique telle que le reste du monde ne peut s'en représenter l'étendue. Des millions d'existences détruites, des professions entières ruinées, une armée énorme de sans-travail, une misère lamentable dont je puis faire mesurer l'immensité et la profondeur en me bornant à citer un seul chiffre singulièrement révélateur : depuis le jour de la signature de ce traité, qui devait être, en tant qu'œuvre de paix, la pierre d'assise d'une ère nouvelle et meilleure pour tous les peuples, il y a eu chez nous 224 900 personnes qui, poussées presque exclusivement par la détresse et la misère, ont mis volontairement fin à leurs jours ! Des hommes, des femmes, des vieillards et des enfants ! Ces témoins irrécusables sont des accusateurs qui condamnent l'esprit et l'application d'un traité dont non seulement les autres nations, mais encore des millions de personnes en Allemagne, s'étaient promis des effets salutaires et bienfaisants !

Appel à une meilleure compréhension.

Puisse-t-on comprendre par là l'inébranlable volonté qu'a l'Allemagne de clore enfin une période d'erreurs humaines pour trouver la voie qui conduit à une entente effective de tous sur la base de droits égaux.

2. — Discours du 30 janvier 1934.

La politique de l'égalité des droits ne menace pas la paix.

Lorsque, le 30 janvier 1933, M. le président du Reich m'a confié la direction du nouveau gouvernement, je me sentais, avec mes collègues du ministère et le peuple allemand tout entier, possédé d'un seul et ardent désir : que le Tout-Puissant voulût bien nous donner la force de rendre au peuple allemand, à la face de l'univers, l'honneur et l'égalité des droits. Sincères partisans d'une vraie politique de réconciliation, nous croyions que ce serait là le meilleur moyen de contribuer à une paix véritable entre les peuples. Cette pensée, nous en avons fait la base de toute notre activité en politique extérieure. Le principe adopté par le nouveau Reich allemand a été de s'inspirer, dans ses relations avec tous les peuples et tous les États sans distinction, du seul désir de vivre en paix et en amitié. Nous étions convaincus qu'il devait redevenir impossible en ce monde de discuter des différends internationaux sans songer aussitôt à la violence.

La distinction entre vainqueurs et vaincus.

C'est un des pires effets du Traité de Versailles qu'en perpétuant l'idée de vainqueurs et de vaincus, il a risqué de perpétuer aussi l'idée que des divergences d'opinion ou des oppositions d'intérêts entre les peuples ne pourraient désormais plus être formulées par le plus faible sans que le plus fort y répondît en recourant aux armes. L'idée que de nouvelles sanctions imposées par traité pourraient renouveler l'injustice envers la patrie dépouillée de tous droits, ne saurait qu'exercer de terribles ravages sur les principes moraux qui régissent les relations entre les peuples. L'expérience, en effet, nous a appris que l'humble soumission de la part du vaincu, loin d'apaiser le vainqueur, l'encourage toujours à de nouveaux excès.

La politique d'exécution des traités (Erfüllungspolitik) un véritable suicide.

Durant quatorze années, le peuple allemand a tenté, par sa politique d'exécution des traités, qui équivalait vraiment à un suicide, d'apaiser des ennemis irréconciliables et de contribuer pour sa part à la formation d'une nouvelle communauté européenne.

Les résultats ont été pitoyables. Quand on objecte les allégements apportés au régime des

réparations, cela ne prouve aucunement le contraire, car ce n'est qu'après la ruine de l'économie allemande et, en grande partie aussi, de l'économie mondiale, que l'on s'est décidé à mettre fin par traité à une procédure déjà caduque en soi, du fait que l'Allemagne était vidée de substance.

Les problèmes économiques.

Résolu à reprendre, sur le terrain politique, la lutte pour l'égalité des droits de l'Allemagne, le nouveau gouvernement était convaincu qu'il contribuait précisément, par là, à assainir les relations économiques mondiales. Tant que l'on n'aura pas, en effet, désintoxiqué les relations politiques entre les peuples et purifié ainsi l'atmosphère générale, il ne saurait y avoir non plus de collaboration sincère dans le domaine économique.

Or, cette coopération sera nécessaire si, au cours des années prochaines, on veut sérieusement maîtriser les grands problèmes résultant soit des déplacements et des modifications des débouchés mondiaux, soit de la nécessité d'exporter, qui subsiste toujours pour certaines nations.

Le rapprochement
n'est pas une question de régime.

Le gouvernement allemand part du principe que la Constitution et la forme de gouvernement choisies par un peuple ne peuvent évidemment en rien affecter nos relations avec lui. Régler sa vie intérieure est une affaire qui ne relève que de la seule volonté du peuple lui-même. Il appartient donc exclusivement au peuple allemand de donner à l'organisation de l'État et à son gouvernement la forme constructive et le contenu moral de son choix.

Pendant de longs mois, nous avons eu pourtant la douleur de constater que la différence existant entre nos conceptions et celles d'autres nations a servi de prétexte pour couvrir le peuple et le Reich allemands d'une foule de reproches injustifiés et pour nous témoigner une défiance que rien ne motivait.

C'est là une façon de voir que nous ne pouvons partager. Au cours de ces douze derniers mois, nous nous sommes efforcés très sincèrement d'entretenir avec les autres nations des relations empreintes d'un esprit de conciliation et d'entente, alors même que leurs conceptions politiques présentaient avec la nôtre des divergences profondes, voire insurmontables.

Tant envers les États à forme démocratique

qu'envers les pays à tendances antidémocratiques, nous avons toujours été animés du même désir de trouver les moyens d'adoucir les contrastes et d'aboutir à une coopération internationale.

Le problème franco-allemand.

De même que le gouvernement national-socialiste du Reich a recherché, cette année, une entente avec la Pologne, il a fait un loyal effort pour atténuer les oppositions existant entre la France et l'Allemagne et pour arriver, si possible, par une liquidation générale, à une entente définitive.

La lutte engagée pour l'égalité des droits est une lutte livrée pour l'honneur et le bon droit du peuple allemand, et nous ne renoncerons jamais à la poursuivre. Elle ne pourrait, à mon avis, avoir de plus heureuse issue qu'une réconciliation des deux grandes nations qui, dans les derniers siècles, ont arrosé si souvent du sang de leurs meilleurs fils les champs de bataille, sans avoir apporté, par ces sacrifices, une modification essentielle à l'état définitif des choses.

Les anciens combattants.

Je crois, par conséquent, que ce problème ne peut être considéré exclusivement à travers les lunettes de froids politiciens et de di-

plomates professionnels. J'estime, au contraire, qu'il ne trouvera sa solution définitive que dans la résolution chaleureuse de ceux qui, peut-être, se sont précédemment affrontés comme ennemis, mais qui, dans une estime profonde et réciproque pour leur vaillance, peuvent s'entendre pour jeter un pont vers un avenir où ne se reproduiront plus les souffrances passées, à moins qu'on ne veuille réellement mener l'Europe à l'abîme.

La sécurité de la France
et l'égalité des droits de l'Allemagne.

La France craint pour sa sécurité. Personne en Allemagne ne veut la menacer, et nous sommes prêts à tout faire pour lui en donner la preuve.

L'Allemagne réclame l'égalité de droits qui lui revient.

Personne au monde n'est fondé à refuser cette égalité à une grande nation et personne n'aura d'ailleurs la force d'empêcher, à la longue, cette égalité de se réaliser.

Mais nous, qui avons été les témoins de cette grande et si horrible guerre, nous serions les derniers à penser établir le moindre rapport entre ces sentiments, ces revendications bien compréhensibles, des deux côtés, et le désir éventuel de mesurer à nouveau les forces des deux peuples sur les champs de bataille, ce

qui aboutirait fatalement au chaos international.

C'est en vertu de ces sentiments que j'ai cherché, moi aussi, en m'inspirant de la nécessité d'établir une coopération entre les deux nations, à faciliter, dès à présent, la solution de questions qui, par ailleurs, ne peuvent que trop facilement, vu leur nature, surexciter à nouveau les passions.

Le problème de la Sarre. Propositions concrètes pour une véritable réconciliation.

Ma proposition, suivant laquelle l'Allemagne et la France pourraient dès aujourd'hui liquider en commun le problème du territoire de la Sarre, s'est inspirée des considérations suivantes :

1° Cette question est la seule qui, au point de vue territorial, soit encore ouverte entre les deux pays. Une fois qu'elle sera résolue, le gouvernement allemand est prêt et décidé à accepter également de cœur les principes qui ont trouvé leur forme extérieure dans le pacte de Locarno, étant donné que, dès lors, il n'y aura plus entre la France et l'Allemagne aucune question territoriale à résoudre ;

2° En ce qui concerne le plébiscite, le gouvernement allemand craint qu'en dépit d'une majorité énorme à prévoir en faveur de l'Allemagne, une agitation propagandiste tout

particulièrement attisée par les éléments irresponsables appartenant aux milieux de l'émigration ne puisse, à la faveur de la préparation de ce referendum, provoquer un nouveau déchaînement de passions nationales. Cette excitation, le résultat final étant d'ores et déjà acquis, serait absolument superflue et par conséquent regrettable ;

3° Quel que puisse être le résultat du plébiscite, il laissera, forcément, à l'une ou l'autre des deux nations, le sentiment d'une défaite. En Allemagne, des feux de joie seront alors allumés mais, au point de vue de la réconciliation des deux pays, nous nous réjouirions davantage si l'on pouvait, auparavant déjà, trouver une solution également satisfaisante pour les deux parties ;

4° Nous sommes convaincus que si la France et l'Allemagne avaient réglé et décidé cette question préalablement, par un projet commun de traité, toute la population du territoire de la Sarre consacrerait joyeusement à une écrasante majorité, par ses suffrages, le règlement ainsi intervenu. Ainsi cette population aurait exercé son légitime droit de vote sans que l'une des deux nations intéressées emportât du plébiscite le sentiment d'une victoire ou d'une défaite, sans que l'agitation propagandiste eût la possibilité de troubler, à cette occasion, l'entente entre le peuple allemand et le peuple français.

C'est pourquoi je regrette aujourd'hui encore que, du côté français, on n'ait pas cru pouvoir donner suite à cette idée. Mais je n'abandonne pourtant point l'espoir de voir se renforcer quand même et s'imposer enfin, dans les deux pays, la volonté d'aboutir à une vraie réconciliation et d'enterrer définitivement l'antique hache de guerre.

Si l'on y réussit, l'égalité de droits irréductiblement réclamée par l'Allemagne, ne sera plus considérée, en France, comme une atteinte à la sécurité de la nation française, mais comme la revendication légitime et naturelle d'un grand peuple avec lequel non seulement on vit en bonne amitié au point de vue politique, mais avec qui on a, en outre, au point de vue économique, une infinité d'intérêts communs.

3. — Discours du 21 mai 1935 prononcé après le réarmement de l'Allemagne.

Le nouveau nationalisme et l'idée de la paix.

Cette nouvelle Allemagne ne peut être comparée avec celle du passé. Ses idées sont nouvelles, tout comme ses actes sont nouveaux. L'esprit du patriotisme cocardier bourgeois, en tant que facteur politique déterminant, est devenu pour nous tout aussi archaïque que les tendances de l'internationalisme marxiste. Si l'Allemagne actuelle se déclare en faveur de la paix, ce n'est de sa part, ni faiblesse, ni lâcheté. Elle défend la paix en vertu d'une conception nouvelle que le national-socialisme se fait du peuple et de l'État.

Pas d'annexion. Une nouvelle doctrine ethnique.

En effet, nous considérons que l'incorporation, par la force, d'un peuple dans un autre peuple qui lui est essentiellement étranger, n'est pas un but politique digne d'être poursuivi, et qu'elle a finalement pour résultat de compromettre l'unité intérieure, et ainsi, à

la longue, la force du peuple conquérant. C'est pourquoi notre doctrine se fait un dogme de rejeter toute idée d'assimilation nationale.

Notre doctrine ethnique considère toute guerre visant à subjuguer et à soumettre un peuple étranger comme un acte qui, tôt ou tard, doit modifier la structure interne du vainqueur lui-même, l'affaiblir et finalement en faire un vaincu.

Nous autres nationaux-socialistes, nous croyons que l'homme ne peut, en fin de compte, trouver son bonheur que dans son propre peuple. Nous vivons dans la conviction que le bonheur et l'activité créatrice de l'Europe sont indissolublement liés à l'existence d'un système d'États nationaux, indépendants et libres.

Nous autres, nationaux-socialistes, nous reconnaissons à chaque peuple le droit de vivre sa propre vie intérieure, conformément à ses nécessités et à son génie particulier.

La communauté européenne.

En tant que nationaux-socialistes, nous sommes remplis d'admiration et d'estime pour ces grandes réalisations du passé, que nous retrouvons au sein de notre peuple, comme au delà des frontières. Nous sommes heureux d'appartenir à une communauté de culture euro-

péenne qui a marqué, dans une si large mesure, le monde actuel de l'empreinte de son esprit.

Les effets du principe des nationalités.

Mais nous ne croyons nullement non plus qu'en Europe à l'époque où est proclamé le principe des nationalités, les peuples cristallisés dans leur structure nationale puissent être encore dépossédés. Nous trouvons dans l'histoire des cent cinquante dernières années une surabondance d'exemples qui, à cet égard, constituent à la fois des leçons et des avertissements. Une guerre future ne rapporterait plus aux États nationaux de l'Europe, en dehors d'un affaiblissement passager de l'ennemi, d'autres avantages que de légères modifications absolument disproportionnées aux sacrifices consentis.

L'inefficacité des guerres.

L'état de guerre permanent que de telles intentions maintiennent entre les peuples, est peut-être considéré comme utile par certaines personnes qui y trouvent un intérêt politique ou économique, mais il n'entraîne pour les peuples eux-mêmes que charges et malheurs. La quantité de sang répandue depuis trois cents ans sur le continent européen, reste hors de

toute proportion avec le résultat ethnique obtenu. La France est, en définitive, restée la France, l'Allemagne est restée l'Allemagne, la Pologne la Pologne, l'Italie l'Italie. Les modifications de souveraineté territoriale, apparemment profondes, que l'égoïsme dynastique, la passion politique et l'aveuglement patriotique ont réalisées au prix de flots de sang, n'ont jamais eu pour effet, au point de vue national, que d'érafler l'épiderme des peuples, sans pouvoir en transformer le caractère fondamental. Si ces États avaient consacré une partie de tels sacrifices à des buts plus sages, plus vaste et plus durable eût été le résultat.

4. — Discours du 7 mars 1936, prononcé le jour de la remilitarisation de la Rhénanie.

A la recherche d'une base d'entente avec le peuple français.

Pendant ces trois années, je me suis constamment efforcé — hélas ! trop souvent en vain ! — de rechercher une base d'entente avec le peuple français. Plus nous nous éloignons des amertumes de la guerre mondiale et des années qui ont suivi, plus le mal s'abîme dans le tréfonds de la mémoire humaine pour laisser le premier rang aux beaux aspects de la vie, de la connaissance et de l'expérience. Ceux qui, autrefois, s'affrontaient en ennemis impitoyables s'estiment aujourd'hui comme les combattants valeureux d'une lointaine lutte épique et se considèrent de nouveau comme les représentants et les promoteurs d'un grand patrimoine de culture humaine.

Mettons fin à une lutte séculaire.

Pourquoi ne serait-il pas possible de mettre fin à l'inutile lutte séculaire qui n'a apporté,

ne pouvait apporter et n'apportera à aucun des deux peuples une décision définitive, et pourquoi ne pas remplacer ce conflit par des égards s'inspirant d'une raison supérieure? Le peuple allemand n'est pas intéressé à ce que le peuple français souffre. Inversement : quel avantage y aurait-il pour la France à ce que l'Allemagne tombe dans la détresse? Quel profit retirerait le paysan français de la mauvaise situation du paysan allemand, et inversement? Quel avantage l'ouvrier français retirerait-il du dénuement du travailleur allemand? Et quel bénéfice y aurait-il pour l'Allemagne, pour l'ouvrier allemand, pour les classes moyennes et pour le peuple d'Allemagne à ce que la France soit frappée par le malheur?

J'ai cherché à résoudre en Allemagne les problèmes d'une haineuse théorie de la lutte de classes dans le sens d'une raison supérieure et j'y suis arrivé. Pourquoi, dégageant les antagonismes généraux entre nations et États de l'Europe des sphères de la déraison et de la passion, ne les placerait-on pas sous le jour apaisant d'une compréhension suprême?

Coopération européenne.

Je me suis en tout cas autrefois juré de combattre avec autant de ténacité et de courage pour l'égalité des droits de l'Allemagne et pour

faire triompher, d'une manière ou de l'autre, ce principe, que pour renforcer — à l'inverse — le sentiment de responsabilité inhérent à la nécessité des égards mutuels et d'une coopération européenne.

Russie et bolchevisme.

Et si, du côté de mes adversaires internationaux, l'on m'objecte aujourd'hui que je refuse cependant cette coopération avec la Russie, je me crois forcé de répliquer ce qui suit : je ne refuse et n'ai jamais refusé de collaborer avec la Russie, mais avec le bolchevisme qui prétend à la domination du monde. Car je suis Allemand, j'aime mon peuple et lui suis profondément attaché. Et je sais qu'il ne peut être heureux qu'à sa manière et selon sa nature. Je ne veux pas que l'horreur de la dictature de haine internationale du communisme s'abatte sur ce peuple qui, s'il est capable de pleurer, est aussi et a toujours été capable de rire de tout son cœur. Je tremble pour l'Europe à la pensée de ce qu'il adviendrait de notre vieux continent surpeuplé si l'irruption de cette idéologie asiatique de destruction et de bouleversement de toutes les valeurs acquises devait assurer le triomphe de la révolution bolchevique.

Propositions concrètes.

Au cours des trois dernières années, je me suis efforcé de créer, lentement mais avec constance, les bases d'une entente franco-allemande. Ce faisant, j'ai toujours évité qu'on pût douter que l'une des conditions préalables de cette entente fût l'égalité absolue des droits et, par conséquent, une équivalence en droits du peuple allemand, de l'État allemand. Consciemment, j'ai considéré cette entente non seulement comme un problème à résoudre au moyen de pactes, mais comme un problème qui doit être d'abord intégré à la psychologie des deux peuples, sa préparation ne devant pas être uniquement une affaire d'intellect, mais une question de sentiment. C'est pourquoi on m'a d'ailleurs fait souvent ce reproche que mes offres d'amitié ne contenaient aucune proposition concrète.

Cela n'est pas exact.

Ce qui pouvait être proposé de concret pour la détente des relations franco-allemandes, je l'ai courageusement proposé de façon concrète. Je n'ai pas hésité à me rallier à la proposition concrète d'une limitation des forces armées à 200 000 hommes. Lorsque cette proposition a été abandonnée par ses propres auteurs, je me suis adressé au peuple français et aux gouvernements européens avec une nouvelle pro-

position tout à fait tangible. Mais cette proposition également, celle de 300 000 hommes, a essuyé un refus.

Préparation psychologique.

Pendant plusieurs années, je me suis donc occupé de propositions concrètes. Je n'hésite pourtant pas à déclarer que la préparation psychologique d'une entente m'a toujours paru au moins aussi importante que les propositions dites concrètes, et, dans ce domaine, j'ai fait plus qu'aucun homme d'État sincère de l'étranger n'a jamais été en droit de l'espérer. J'ai fait disparaître de l'atmosphère des discussions publiques en Allemagne, la question des révisions éternelles de frontière en Europe. On est malheureusement trop souvent d'avis, et cela surtout chez les hommes d'État de l'étranger, que cette attitude et les actes qui en résultent sont sans grande importance. Qu'il me soit permis de faire observer que j'aurais aussi bien pu, en tant qu'Allemand, présenter moralement, comme programme, par la plume ou par la parole, le rétablissement des frontières de 1914, ainsi que les ministres et les dirigeants de l'opinion publique française l'ont fait pour la France après 1871. Ceux qui me critiquent ne devraient pas refuser de connaître que j'aurais été capable d'agir de même. Il est beaucoup plus difficile, pour un nationa-

liste, de prêcher à son peuple la réconciliation que le contraire. Il eût été sans doute plus facile, pour moi, d'exciter les instincts de revanche que d'éveiller et de cultiver d'une manière durable le sentiment qu'une entente européenne est nécessaire. Et c'est là ce que j'ai fait. J'ai nettoyé l'opinion publique allemande de ce genre d'attaques contre nos voisins.

5. — Discours du 30 janvier 1937. Compte rendu des quatre premières années du régime national-socialiste

Rétablissement définitif de la pleine souveraineté et de l'égalité des droits de l'Allemagne.

Il y a quatre ans, lorsqu'on me confia le poste de chancelier et, par la suite, la direction de la nation, j'ai assumé le lourd devoir de ramener à l'honneur un peuple qui, durant quinze années, avait été contraint de mener parmi les autres nations une existence de pestiféré. L'ordre à l'intérieur créa la condition nécessaire pour reconstituer l'armée et ces deux facteurs conjoints ont offert la possibilité de rejeter ces chaînes que nous ressentions comme la plus odieuse marque d'infamie qu'on ait jamais infligée à un peuple. Je n'ai plus que quelques déclarations à faire pour marquer aujourd'hui le terme de cette évolution libératrice.

Premièrement : Le rétablissement de l'égalité des droits touchait et regardait seulement l'Allemagne. Nous n'avons là rien dérobé à aucun peuple ni fait de mal à aucune nation.

Deuxièmement : Je vous annonce que, dans le sens de ce rétablissement de l'égalité des droits de l'Allemagne, j'enlève aux Chemins de fer allemands et à la Reichsbank leur caractère actuel et que je les place entièrement sous la souveraineté du gouvernement du Reich.

Troisièmement : Je déclare ici que par là cette partie du Traité de Versailles qui a enlevé à notre peuple l'égalité des droits et l'a dégradé au rang de peuple inférieur, a trouvé son terme naturel.

Quatrièmement : Et surtout, je retire solennellement cette signature apposée au bas de la déclaration qu'un faible gouvernement allemand s'est laissée extorquer contre sa propre conviction, déclaration suivant laquelle l'Allemagne aurait été responsable de la guerre.

L'Allemagne ne veut pas s'isoler.

Si je passe maintenant à l'examen des questions générales du présent, le mieux sera peut-être de m'attacher aux déclarations faites récemment en Angleterre à la Chambre des communes par M. Eden.

Car elles contiennent aussi l'essentiel de ce qu'il y a à dire concernant les rapports de l'Allemagne avec la France.

J'essaierai d'abord de rectifier l'erreur, très regrettable il me semble, qui consiste à dire que l'Allemagne a la moindre intention de

s'isoler, de laisser indifféremment se produire les événements dans le reste du monde ou de ne pas vouloir prendre égard aux nécessités générales.

L'Europe est trop petite pour ne pas coopérer.

Je ne crois absolument pas qu'un État puisse jamais avoir l'intention de se désintéresser sciemment de ce qui se passe dans le reste du monde politique. Surtout quand ce monde est aussi petit que l'Europe. Je crois que si un État doit se réfugier dans cette attitude, il ne le fera que sous l'empire d'une contrainte imposée par une volonté étrangère. Je tiens d'abord à assurer à M. Eden que nous autres Allemands nous ne voulons aucunement être isolés, et que, vraiment, nous ne nous sentons point isolés du tout. Au cours des dernières années, l'Allemagne a renoué toute une série de relations politiques, ou les a améliorées ; elle a rétabli avec un certain nombre d'États des rapports, je puis bien le dire, d'étroite amitié. De notre point de vue, nos relations en Europe sont normales avec la plupart des États et très amicales avec un grand nombre d'autres.

Collaboration économique.

Même au point de vue économique, aucun indice ne permet de prétendre que l'Allemagne

se soustrait à une collaboration internationale. Ce serait plutôt le contraire.

Car l'Allemagne a une population considérable qui, si elle veut travailler, veut aussi manger. Jamais je ne pourrais trouver grâce devant l'histoire de mon peuple, si, pour quelque motif que ce soit, je négligeais ce qui est nécessaire à son existence.

La Société des Nations.

Il reste encore un point à examiner : l'opinion suivant laquelle l'Allemagne pratique une politique d'isolement se fonde-t-elle sur notre départ de la Société des Nations? Je rappellerai que la Société de Genève n'a jamais été vraiment une réunion de tous les peuples et qu'un certain nombre de grandes nations ou bien n'en ont pas fait partie, ou bien l'ont déjà quittée avant nous, sans qu'on ait prétendu pour cela que ces pays pratiquaient une politique d'isolement.

Je dois m'élever aussi contre l'opinion que la Société des Nations pourrait, en cas de danger, soutenir d'un bras protecteur les différents États membres menacés. Pour ma part, je n'y crois pas.

Au cours de ses dernières déclarations, M. le ministre Eden dit que les actes seuls sont décisifs et non les beaux discours. On me permettra de faire remarquer que, jusqu'ici, la Société des

Nations s'est distinguée moins par des actes que par des discours.

Les deux scissions de l'Europe.

M. Eden souligne que le gouvernement britannique ne désire à aucun prix voir l'Europe déchirée en deux parties.

Je crois que personne, tout au moins autrefois, n'a eu ce désir en Europe. Aujourd'hui ce n'est plus qu'une illusion. Ce n'est pas l'Europe, mais le monde entier qui se trouve divisé en deux parties. Il est regrettable que le gouvernement britannique n'ait pas défendu plus tôt son point de vue actuel, à savoir qu'une scission de l'Europe en deux parties devait être, en tout état de cause, évitée : car, alors, on n'aurait pas eu le Traité de Versailles. C'est ce traité qui, en fait, a créé la première scission de l'Europe : la division des nations en vainqueurs, et en vaincus privés de droits. Aucune nation n'a plus souffert de cette scission de l'Europe que la nation allemande. Et, si cette fissure a pu être réparée, du moins en ce qui concerne l'Allemagne, c'est avant tout à la révolution nationale-socialiste allemande qu'il faut en attribuer le mérite et par là peut-être, un peu aussi à moi.

La deuxième scission de l'Europe a été provoquée par la proclamation de la doctrine bolchevique dont un des principes fondamentaux

est qu'elle ne doit pas se borner à un peuple, mais doit être imposée à tous.

Il ne s'agit pas ici d'une forme spéciale de vie particulière au peuple russe, mais de la prétention bolchevique de révolutionner le monde entier.

Le désarmement.

A trois reprises différentes, j'ai fait des offres très concrètes en vue d'une diminution ou tout au moins d'une limitation des armements. Ces offres ont été repoussées. On me permettra de faire remarquer que la plus importante proposait que l'Allemagne et la France ramènent en commun leurs armées à des effectifs de 300 000 hommes, que l'Allemagne, l'Angleterre et la France égalisent en commun leurs forces aériennes, que l'Allemagne et l'Angleterre signent un accord fixant les proportions respectives de leurs flottes de guerre. Seule la dernière partie de cette proposition a été acceptée et exécutée comme unique contribution à une véritable limitation des armements dans le monde.

On a répondu aux autres propositions de l'Allemagne soit par un refus pur et simple, soit par la conclusion de ces alliances qui ont jeté le poids formidable de la Russie soviétique dans la balance des forces de l'Europe centrale.

La revendication coloniale.

Le peuple allemand s'est construit, autrefois, un empire colonial sans rien prendre à personne et sans violer aucun traité. Il a accompli cette œuvre sans aucune guerre. Cet empire colonial nous a été enlevé. Les motifs qu'on donne pour essayer d'excuser cette mesure ne sont pas valables.

Premièrement : « Les indigènes ne voulaient pas faire partie de l'Allemagne. » Qui leur a demandé s'ils voulaient faire partie d'un autre peuple? et quand a-t-on interrogé les peuples coloniaux pour savoir si, avec joie et bonheur, ils feraient partie des vieilles puissances coloniales?

Deuxièmement : « Les colonies allemandes n'ont pas été administrées convenablement par les Allemands. »

L'Allemagne ne jouissait de ces colonies que depuis quelques dizaines d'années. Développées au prix d'immenses sacrifices, elles se trouvaient en un état de progression qui, de nos jours, eût conduit à des résultats bien supérieurs à ceux de 1914. Cependant les colonies avaient été suffisamment améliorées par nous pour qu'on jugeât qu'elles valaient la peine de nous être enlevées au prix de sanglants combats.

Troisièmement : « Ces colonies n'avaient aucune valeur réelle. »

Si tel est vraiment le cas, on pourrait supposer qu'elles n'en devraient avoir aucune non plus pour les autres États, et il est alors plutôt malaisé de s'expliquer pourquoi, dès lors, on se refuse à nous les rendre.

En outre, l'Allemagne n'a jamais réclamé de colonies pour s'en servir au point de vue militaire, mais exclusivement au point de vue économique.

Il va sans dire que, dans des temps de prospérité générale, la valeur d'un territoire quelconque peut diminuer, mais il est tout aussi clair que, dans les temps de détresse, la valeur du territoire change immédiatement. Or, l'Allemagne livre actuellement de durs combats pour son alimentation et ses matières premières. Une importation suffisante ne serait possible que par une augmentation constante et durable de notre exportation. Donc, la demande de colonies, pour notre pays si peuplé, ne pourra, cela va sans dire, que se renouveler sans cesse.

Huit points sur la pacification générale.

En terminant ces explications, je voudrais encore exprimer une idée concernant les possibilités éventuelles d'arriver à pacifier effectivement, avec l'Europe, les pays extra-européens.

1° Il est dans l'intérêt de toutes les nations que les différents États jouissent chez eux de

conditions politiques et économiques bien ordonnées.

C'est là la base fondamentale sur laquelle on pourra vraiment établir, entre les peuples, de durables et solides relations économiques et politiques.

2° Il est nécessaire que les besoins vitaux des différents peuples soient clairement envisagés et franchement reconnus. Seul, le respect réciproque de ces conditions de vie peut faire trouver les moyens de satisfaire les besoins de tous ;

3° La Société des Nations, si elle tient à faire honneur à sa mission, doit se transformer en un organe de raison évolutive, et non d'inertie réactionnaire ;

4° Les relations des peuples entre eux ne pourront être heureusement réglées et organisées que fondées sur l'estime réciproque et l'égalité absolue ;

5° Il est impossible de rendre responsable, tantôt une nation, tantôt une autre, de l'augmentation ou de la limitation des armements, mais il est nécessaire d'envisager ces problèmes dans le cadre général où se posent leurs prémisses et qui est déterminatif de leur solution ;

6° Il est impossible d'arriver à une pleine et entière pacification des peuples aussi longtemps qu'on ne mettra pas fin aux excitations continuelles d'une clique internationale irresponsable d'empoisonneurs des sources de l'opi-

nion publique. Il y a quelques semaines encore, nous avons pu voir cette bande organisée d'instigateurs de guerre provoquer presque entre deux peuples, au moyen de mille mensonges, une méfiance qui eût facilement pu engendrer des suites terribles ;

7° Il est toujours plus pratique de régler les questions européennes dans le cadre et dans la mesure des possibilités. L'Allemagne est heureuse d'avoir noué aujourd'hui, avec l'Italie, des liens étroits et amicaux.

Puisse-t-on réussir à en établir de semblables, en suivant des voies analogues, avec d'autres nations européennes !

L'Allemagne veillera avec sa forte armée à sa sécurité et à son honneur. Cependant, convaincue que, pour l'Europe, il ne peut exister de plus grand bien que la paix, elle restera toujours la représentante consciente et pleine du sentiment de sa responsabilité de cette idée de la paix européenne ;

8° Il sera utile, pour la paix européenne en général, lorsqu'il s'agit du traitement de nationalités vivant en minorité chez des peuples étrangers, de veiller à ce qu'on ait mutuellement égard aux sentiments légitimes de fierté et de conscience nationales des peuples en question.

Cela conduirait à une heureuse détente entre les États limitrophes dont les frontières politiques ne sont pas des frontières ethniques.

La paix est le bien le plus précieux.

En outre, j'espère de tout cœur que la raison et la bonne volonté des gouvernements européens conscients de leurs responsabilités réussiront à conserver la paix à l'Europe, malgré tous ceux qui agissent en sens contraire. La paix est notre bien le plus précieux. Et ce que l'Allemagne pourra faire pour y contribuer, elle le fera.

II

AUTRES DISCOURS PRONONCÉS PAR LE FUHRER

1. — Discours du 26 août 1934 a Coblence.

La question de la Sarre.

Aujourd'hui, la question de la Sarre est la seule question territoriale qui nous sépare encore de la France. Lorsqu'elle sera résolue, il ne subsistera plus aucun motif réel et raisonnable pour que les deux grandes nations continuent à se quereller jusqu'à la consommation des siècles. Peut-être alors nos anciens adversaires se rendront-ils compte de plus en plus que les problèmes qui nous sont posés sont si considérables qu'au lieu de nous faire la guerre, nous devrions les résoudre ensemble.

Et quand même certains agitateurs internationaux sans conscience, que nous connaissons et que nous ne voulons attribuer à aucun peuple, chercheraient à maintenir une inimitié entre ces deux grands peuples, j'ai confiance dans le bon sens et dans la saine raison !

Le retour à la paix.

J'espère qu'un jour la raison finira par l'emporter et que grâce au territoire de la Sarre, et grâce au 13 janvier, une entente pourra être réalisée et sera réalisée, sur un plan plus vaste. Et vous avez aussi à remplir, le 13 janvier, une mission particulièrement importante et pacifique. Nous serions heureux que, lorsque les cloches sonneront le 14 janvier dans toute l'Allemagne, elles n'annoncent pas seulement le retour de notre territoire et des Allemands que nous avions perdus, mais aussi le retour de la paix.

2. — Discours du 1er mars 1935 a Sarrebrück.

Journée heureuse pour l'Europe.

Mais ce n'est pas seulement un jour de bonheur pour l'Allemagne, je crois que c'est aussi une journée heureuse pour l'Europe tout entière. C'est une heureuse journée pour l'Europe, pour cette raison notamment que c'est peut-être ce retour de la Sarre à l'Allemagne qui écartera le plus rapidement la crise dont deux grandes nations ont le plus à souffrir. Nous espérons que par cet acte de justice, ce retour à la raison, les relations entre l'Allemagne et la France vont s'améliorer définitivement.

La paix est possible.

De même que nous voulons la paix, il nous faut espérer que le grand peuple voisin est, lui aussi, disposé à chercher avec nous cette paix. Il faut qu'il soit possible que deux grands peuples se tendent la main, afin de faire face, dans un labeur commun, aux maux qui menacent d'ensevelir l'Europe.

Une leçon historique.

Cette journée doit être en même temps une leçon, pour tous ceux qui, dans leur ignorance d'une vérité historique éternelle, s'imaginent pouvoir, par la terreur ou la violence, dépouiller un peuple de son essence profonde, une leçon pour ceux qui s'imaginent pouvoir arracher une partie d'une nation afin de lui voler son âme. Puissent tous les hommes d'État se rendre compte, par ce résultat, qu'il est vain de vouloir, avec de pareilles méthodes, déchirer des peuples et des États.

En définitive, le sang est plus fort que tous les documents de papier. Ce que l'encre a écrit est un jour effacé par le sang. Malheur à celui qui ne veut point s'instruire de ces faits. Il attirera sur le monde l'inquiétude et la détresse, sans atteindre lui-même son but. Il attirera quelque temps la souffrance et la détresse

sur les peuples, mais à la fin il sera vaincu. Mais par ce vote solennel en faveur du Reich, vous avez encore acquis un autre mérite, un grand mérite historique. Dans une dure période de lutte pour le redressement du Reich allemand, vous m'avez, par votre profession de fidélité, facilité la tâche.

Un mérite historique.

Dieu peut m'être témoin : mon labeur n'a d'autre but que de rendre à l'Allemagne sa liberté, son bonheur. Vous avez donc un grand mérite, et du même coup, un droit sacré à célébrer aujourd'hui une journée d'allégresse. Et je suis heureux de pouvoir passer cette journée parmi vous. Qu'aujourd'hui le bonheur et la joie s'emparent de nous : demain nous reprendrons le travail, le grand labeur pour notre nouveau Reich allemand.

3. — Discours du 16 mars 1936 a Francfort.

L'Europe est petite.

Lorsque j'ai pris le pouvoir il y a trois ans, le peuple allemand était entouré d'ennemis en Europe.

On se laissait alors conduire par la haine, la méfiance, la crainte et l'orgueil. Je me suis

efforcé d'introduire la raison dans les relations de l'Allemagne avec le reste du monde. Je me suis efforcé d'établir ces relations sur les principes, qui ont été reconnus comme éternellement justes, de la solidarité humaine. J'ai essayé d'expliquer au monde et au peuple allemand que l'Europe est un petit concept, que dans cette petite Europe, depuis des siècles, de grands déplacements n'ont pas eu lieu, que l'Europe constitue en fait une famille de peuples, mais que les membres de cette famille, ayant une personnalité bien marquée, constituent des nations ayant une forte tradition s'appuyant sur un grand passé, une civilisation qu'ils considèrent comme propre à chacun et qu'ils regardent vers l'avenir avec fierté. Je me suis efforcé de faire comprendre à mon peuple, et aussi aux autres peuples, que toute dissension remplie de haine ne peut avoir que de petits résultats. Les frontières des États européens peuvent changer, celles des peuples demeurant stables. Il n'y a pas d'espaces vides en Europe où les masses d'un peuple puissent se déverser. Il n'y a aucune nécessité — ce serait donc une folie — de dépouiller les peuples de leur propre nature pour leur imposer des mœurs étrangères. Partant de cette simple considération, je me suis efforcé d'améliorer les relations de l'Allemagne avec ses voisins et ma tentative n'a pas été sans succès.

L'accord avec la Pologne.

Il y a trois ans, alors que l'Allemagne était séparée de la Pologne par le plus sérieux conflit, j'ai réussi à atténuer peu à peu la tension et grâce à l'esprit de compréhension d'un autre grand Führer et homme d'État, j'ai heureusement réussi à rapprocher peu à peu deux peuples l'un de l'autre. Une entente est née de ce rapprochement et, de cette entente, la conviction qu'il est nécessaire d'entretenir entre voisins des relations amicales et d'avoir une estime réciproque l'un pour l'autre. Je suis convaincu qu'un jour viendra où l'on ne comprendra plus comment deux peuples ont pu vivre dans l'atmosphère qui régnait alors d'une sorte d'hostilité héréditaire. Je me suis efforcé de rendre normales les relations entre les deux peuples dans la mesure où cela concernait l'Allemagne. J'ai réussi, et cela dans l'intérêt de deux peuples, et sans doute au grand mécontentement de quelques agitateurs communistes. Un des bienfaits de cette entente est que l'économie des peuples en a profité et nous n'en avons pas été les seuls bénéficiaires. Que pouvait-il résulter raisonnablement, à la longue, de l'état de choses existant alors entre les deux pays? Il était déjà certain à cette date que la Pologne ne détruirait jamais l'Allemagne et que l'Allemagne ne supprimerait jamais non plus la Pologne. Deux

peuples constituent des réalités et ils font bien de s'arranger pour que leurs rapports deviennent supportables.

Plus d'ennemi héréditaire.

C'est cette pensée qui m'a inspiré mon attitude vers l'ouest, comme elle m'avait inspiré vers l'est. Là aussi, je me suis efforcé, pour la première fois je crois, en tant que nationaliste allemand, de montrer que le maintien de la doctrine de l'ennemi héréditaire est et doit être déraisonnable pour les deux peuples parce qu'elle est dépourvue de sens.

L'égalité des droits.

Peut-être dira-t-on, là encore, que c'est un idéal, mais je crois à cet idéal, et je crois aussi que la raison finira par triompher. En tout cas, je crois qu'il sera nécessaire de mettre tout en œuvre, pour aider la raison à remporter la victoire. Je le crois en tant que nationaliste allemand et c'est seulement parce que je suis un nationaliste que je puis parler ainsi, car il ne saurait être question pour moi d'abandonner quoi que ce soit des droits de mon peuple. J'y pense aussi peu que je pense à supprimer les droits des autres peuples. Je désire trouver une synthèse entre les droits des autres peuples. Je ne veux pas plus dépouiller le peuple voisin

de ses droits que je ne veux que l'on supprime ses droits à l'Allemagne.

Je crois qu'il est tout d'abord nécessaire que les deux peuples disposent en Europe de droits absolument égaux, car c'est seulement sur la base d'une telle égalité des droits que pourra se fonder le respect réciproque indispensable. Le reproche que j'adresse aux hommes d'État antérieurs, c'est de n'avoir pas voulu s'entendre avec les meilleurs éléments de l'Allemagne et de n'avoir pas tout d'abord, réalisé l'entente sur l'idée d'une égalité de droits absolue.

Ma politique de rapprochement part de cette idée qu'il ne peut y avoir que deux partenaires égaux en droits ou qu'il n'y a pas de partenaires du tout. C'est sur l'égalité des droits que se fonde la considération, c'est de cette considération que naît le respect que l'on a l'un pour l'autre. Les deux peuples ont versé un nombre incalculable de fois sur les champs de bataille le sang des meilleurs de leurs fils. Les frontières ont été transportées tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre sur une distance de 50 à 100 kilomètres. Il est impossible ainsi d'arriver à un résultat définitif, et si on continuait, les deux peuples auraient encore à verser le meilleur de leur sang ou à vivre dans l'angoisse et dans la méfiance, dans la crainte et dans la haine, au grand dommage de leur économie.

La mission des nationalistes.

Je crois qu'une sereine réflexion montrera un jour à ces deux peuples la voie à suivre, et si l'on me dit que c'est là un idéal, je lui répondrai : ce qui satisfait la raison est en dernier ressort une réalité. Une telle conception des relations franco-allemandes est beaucoup plus réelle que la conception de ceux qui croient ne pouvoir aborder les problèmes que la crainte et la haine à la bouche. Sans doute, lorsque je parle ainsi, je parle toujours en tant que nationaliste allemand ; mais c'est précisément là ce qui fait la valeur de ce que je dis. Il y a peut-être des gens en France qui proclament avec des signes de dénégation : « Mais l'homme qui parle ainsi est un nationaliste allemand. » Je ne puis que leur répondre : « Tant mieux. Tant mieux si c'est précisément un nationaliste allemand qui veut vous tendre la main, car si c'était un autre qui le faisait, son geste serait dépourvu de valeur. C'est seulement en effet celui qui peut gagner tout le peuple allemand à cet idéal et à cette entente qui accomplit une œuvre véritablement utile. »

Celui qui ne fait appel qu'à ceux que l'on peut qualifier d'internationaux apporte avec lui le malheur de son peuple, car ce qu'il y a de plus précieux dans un peuple est ce qui est animé du sentiment national. Ce qui est invo-

qué dans le peuple même, ce qui a une forte tradition, ce qui est fier et hardi, voilà ce que j'apporte pour l'instant en tant que représentant de 67 millions d'hommes. Il y en a beaucoup ici qui disent que la raison n'est pas le facteur décisif, et qu'il existe d'autres impondérables dont il y a lieu de tenir compte. Je crois qu'il n'existe rien de précieux qui ne puisse finalement se soumettre à la raison. C'est pourquoi je m'oppose à ce que l'on soutienne dans la politique des conceptions qui n'ont pas la raison pour base. On me dit quelquefois : « Mais il n'en a jamais été ainsi et la politique telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici prouve qu'à la longue c'est chose impossible. » Non, l'expérience montre que les méthodes que l'on a suivies jusqu'ici n'ont jamais abouti à aucun résultat et c'est pourquoi je répudie cette politique. On me dit : « Mais vous êtes un nationaliste allemand, vous devez rechercher des triomphes militaires. » Je veux seulement répondre que mon ambition me porte vers de tout autres triomphes. Je suis un nationaliste allemand et je représenterai mon peuple avec le fanatisme d'un soldat de la grande armée d'autrefois. Mais, en agissant ainsi je ne ferme pas les yeux devant les tâches vitales en présence desquelles nous nous trouvons. Lorsqu'on me dit qu'en tant que nationaliste, je devrais vouloir rechercher un triomphe militaire, je réponds que je serai heureux si je peux en célébrer

d'autres. Je sais ce que c'est que la guerre. Je le sais beaucoup mieux que beaucoup de politiciens internationaux, mieux en tout cas que les excitateurs professionnels à la guerre. Lorsque j'apprends les noms de ceux qui soutiennent aujourd'hui qu'aucune réconciliation ne doit avoir lieu et qu'il faut faire appel à la force, je dois dire, qu'on s'est adressé à eux pour contribuer au triomphe de la force. Il y en a plus d'un que je n'ai pas vu à la place qu'il aurait dû occuper. J'ai combattu consciencieusement comme simple soldat, mais il y en a plus d'un qui, malheureusement, n'a fait que profiter de la guerre. Je considère la guerre d'une manière tout à fait différente de celle de beaucoup de nos contradicteurs. Nous voyons dans la guerre quelque chose de terrible non pas parce que nous sommes des lâches, mais parce qu'elle est en effet terrible. Quant aux autres, ils voient dans la guerre quelque chose de beau, non pas parce qu'ils sont courageux, mais parce qu'elle leur a permis de faire de bonnes affaires. Ce sont des gens qui ne nous comprendront jamais. Quand ils parlent d'orgueil, ils ont une autre conception que nous de l'orgueil. Quant à moi, j'ai l'ambition de m'élever un monument dans le peuple allemand. Mais je sais aussi qu'il est plus facile de s'élever ce monument dans la paix que dans la guerre. Si nous étions entraînés aujourd'hui dans une guerre, chaque obus de 30 centimètres nous coûterait 3 000 marks, or en

ajoutant à cette somme encore 1 500 marks, pourrais construire une demeure d'ouvriers en accumulant un million de ces obus, je ser encore loin d'avoir un monument. Mais, si je con truis un million de maisons dans lesquelles c nombreux ouvriers allemands puissent habite alors je m'élève un monument dans leur cœu

Mon ambition.

Mon ambition me porte à vouloir pour l'Alle magne les meilleurs établissements pour l'édu cation de la jeunesse.

Je veux que nous possédions en Allemagn les plus beaux stades, que l'on achève no routes, je veux que nos villes deviennent plu belles, je veux que, dans tous les domaines d la culture humaine, l'Allemagne soit au premie rang, telle est mon ambition.

Je veux que la force de travail de mon peupl se développe pour nous donner des œuvres nouvelles, mais ce que je ne veux pas, c'est qu'u autre peuple se mêle de nos affaires et croie qu'il peut nous enlever quoi que ce soit. Je ne vis que pour mon peuple et le mouvement national-socialiste ne pense qu'à ce peuple. Je vois devant moi ces millions d'hommes qui ont un si dur labeur et qui profitent si peu de la vie, qui ont à lutter avec tant de soucis, et auxquels le bonheur n'est distribué qu'avec tant de parcimonie.

Le mouvement national-socialiste ne veut que venir en aide à ces hommes. Il veut essayer de rendre leur vie plus facile et plus belle, mais, et je parle ici en tant que national-socialiste, je ne veux pas que le peuple allemand devienne jamais l'esclave d'un autre peuple.

L'appel aux deux peuples.

Je serai prêt à tout moment à conclure un accord avec le gouvernement français. Nous en appelons aux deux peuples. Je pose au peuple allemand cette question : Peuple allemand, veux-tu qu'entre nous et la France soit enfin enterrée la hache de la guerre, et que s'établissent la paix et l'entente? Si tu le veux, alors, dis « Oui ! » (1).

Que de l'autre côté on pose la même question au peuple français ; je n'en doute pas, il veut lui aussi l'entente, il veut lui aussi la réconciliation (2).

Je demanderai ensuite au peuple allemand : « Veux-tu que nous opprimions le peuple français ou que nous le mettions en situation de droit mineur? » Et il dira : « Non, nous ne le voulons pas ! »

(1) Les comptes rendus officiels portent : « *Des milliers de voix crient : Oui! et les cris de : Heil! déferlent pendant plusieurs minutes à travers le hall gigantesque.* »

(2) Comptes rendus officiels : « *De nouveau éclatent les applaudissements enthousiastes des masses.* »

Que de l'autre côté on pose la même question au peuple en lui demandant s'il veut que le peuple allemand ait, dans sa propre maison, moins de droits que n'importe quel autre peuple, je suis convaincu que le peuple français dira : « Non, nous ne le voulons pas (1) ! »

(1) Comptes rendus officiels : « *Des applaudissements déchaînés soulignent ces paroles du Führer.* »

III

PROGRAMMES DU FUHRER

1. — Le programme des 13 points du 21 mai 1935.

Coopération pour garantir la paix.

Point 4 : « Le gouvernement allemand est prêt à participer en tout temps à un système de coopération collective ayant pour but d'assurer la paix européenne, mais il considère comme nécessaire qu'on tienne compte de la loi de l'éternel progrès, en maintenant ouverte la voie de la révision des traités. Il voit, dans cette possibilité d'un développement réglé des traités, un élément de garantie pour la paix, et il considère la répression de toute évolution nécessaire comme une compression génératrice de futures explosions. »

2. — Le projet de paix du 31 mars 1936.

Ce que veut l'Allemagne.

Le peuple allemand souhaite, dans toute la sincérité de son cœur, collaborer de toutes ses forces à la grande œuvre d'une réconciliation et d'une entente générale entre les nations de l'Europe, en vue d'assurer à ce continent la paix si nécessaire à sa culture et à sa prospérité.

Non-agression de la Belgique et de la France.

L'Allemagne n'a aucune intention d'attaquer jamais la Belgique ou la France. On sait qu'en présence des armements gigantesques de la France ainsi que de ses énormes fortifications à la frontière de l'est, pareille attaque serait insensée, ne serait-ce que du seul point de vue militaire.

Les méthodes traditionnelles de la diplomatie européenne.

Quel doit être le but des efforts de la diplomatie européenne?

Maintenir ou poursuivre sous des formes ou des modifications nouvelles quelconques le partage des peuples européens en deux groupes, celui des peuples privilégiés et celui des peuples de droit mineur, celui des nations honorées et celui des nations déshonorées, celui des peuples libres et celui des ilotes, alors que ce partage s'est avéré impropre à l'établissement d'une paix durable?

Les aspirations diplomatiques de l'Europe doivent-elles continuer, par la voie de simples résolutions majoritaires, à aboutir à des constats sur le passé, à prononcer des sentences, et cela pour trouver les motifs juridiques, qui semblent manquer encore, et éterniser le *statu quo ante?*

La nouvelle méthode.

Ou bien les efforts des gouvernements européens doivent-ils tendre à réaliser, dans toute circonstance, un ordre réellement constructif des relations entre nations européennes et, par là, créer et maintenir une paix durable?

Le gouvernement allemand doit à son peuple de déclarer sans ambages qu'il ne participera qu'à la seconde de ces tentatives, la seule qui à ses yeux soit constructive, mais cela en vertu d'une conviction profonde et avec tout le poids de la volonté sincère et ardente de la nation qu'il a derrière lui.

Trois périodes de pacification.

Le gouvernement allemand estime que, dans ce cas, l'ensemble de la tâche incombant aux hommes d'État européens devrait se répartir en trois périodes :

a) Celle d'un processus d'accalmie progressive au cours duquel se préciserait la procédure à suivre pour les négociations à engager ;

b) Celle des négociations proprement dites ayant pour but d'assurer la paix européenne ;

c) Celle — ultérieure — où l'on s'occuperait des compléments désirables à apporter au grand œuvre de la paix de l'Europe et dont ni la substance ni l'envergure ne sauraient ni ne devraient être exactement fixées ou délimitées d'avance (questions de désarmement et questions économiques, etc.).

Un projet de paix de 19 points.

A cette fin, le gouvernement allemand propose de son côté, le projet de paix suivant :

1° Pour conférer aux arrangements futurs en vue de la sauvegarde de la paix européenne le caractère de traités sacrés les nations intéressées n'y figurent que comme parties ayant absolument les mêmes droits et jouissant de la même considération. La seule contrainte qui puisse s'exercer en faveur de la signature de

ces traités ne peut résider que dans l'appropriation patente, unanimement reconnue, de ces arrangements à la paix européenne et, par là, au bonheur social et à la prospérité économique des peuples ;

2° En vue d'abréger autant que possible dans l'intérêt de la vie économique des peuples européens les temps d'incertitude, le gouvernement allemand propose de limiter à quatre mois la première période devant aboutir à la signature des pactes de non-agression et par là même à la sauvegarde, sous garantie, de la paix européenne ;

3° Le gouvernement allemand donne l'assurance, sous la condition que pendant la même période les gouvernements belge et français observent une attitude correspondante, de ne procéder à aucun renforcement des troupes se trouvant en Rhénanie ;

4° Le gouvernement allemand donne l'assurance que pendant cette période il ne rapprochera point davantage de la frontière belge et de la frontière française les troupes stationnées en Rhénanie ;

5° Le gouvernement allemand, en vue de garantir ces assurances mutuelles, propose de constituer une commission qui se composerait de délégués des deux puissances garantes : l'Angleterre et l'Italie, et d'une tierce puissance neutre désintéressée ;

6° L'Allemagne, la Belgique et la France

auront le droit de déléguer chacune un représentant au sein de cette commission. L'Allemagne, la Belgique et la France seraient autorisées, dans le cas où elles estimeraient, en raison d'événements déterminés, pouvoir signaler une modification des conditions militaires pendant cette période de quatre mois, à communiquer leurs constatations à la Commission de garantie ;

7° L'Allemagne, la Belgique et la France se déclarent prêtes, dans un cas de cette espèce, à permettre que cette commission fasse opérer les constatations nécessaires par les attachés militaires anglais et italiens et présente un rapport à ce sujet aux puissances participantes ;

8° L'Allemagne, la Belgique et la France donnent l'assurance qu'elles prendront intégralement en considération les observations qui résulteraient de cette situation ;

9° Au surplus, le gouvernement allemand est prêt, sur la base d'une complète réciprocité avec ses deux voisins de l'ouest, à donner son assentiment à toute limitation d'ordre militaire à la frontière occidentale de l'Allemagne.

10° L'Allemagne, la Belgique, la France et les deux puissances garantes conviennent qu'elles entreront en négociation immédiatement ou, au plus tard, après la fin des élections françaises, sous la présidence du gouvernement britannique, au sujet de la conclusion, pour vingt-cinq ans, d'un pacte de non-agression ou

de sécurité, entre la France et la Belgique d'une part et l'Allemagne d'autre part ;

11° L'Allemagne accepte que ce pacte de sécurité soit encore signé par l'Angleterre et l'Italie comme puissances garantes ;

12° Dans le cas où des obligations spéciales d'assistance militaire résulteraient de ces conventions de sécurité, l'Allemagne se déclare prête de son côté à assumer de telles obligations ;

13° Le gouvernement allemand réitère par la présente la proposition de conclure un pacte aérien destiné à compléter et à renforcer ces arrangements de sécurité ;

14° Le gouvernement allemand répète qu'il est prêt, au cas où les Pays-Bas le désireraient, à faire entrer aussi cet État dans le pacte de sécurité de l'Europe occidentale ;

15° Pour donner à cette garantie de paix librement consentie entre l'Allemagne, d'une part, et la France, de l'autre, le caractère d'une réconciliation mettant fin à un désaccord qui dure depuis des siècles, l'Allemagne et la France s'engagent à faire leur possible pour que, dans l'éducation de la jeunesse des deux nations aussi bien que dans les publications officielles, soit évité tout ce qui serait de nature à envenimer les sentiments réciproques des deux peuples, sous forme de dénigrement, de railleries ou d'immixtion intempestive dans les affaires intérieures de l'autre État.

La France et l'Allemagne conviennent de

former au siège de la S. D. N., à Genève, une commission commune qui sera chargée de porter à la connaissance et de soumettre à l'examen des deux gouvernements les réclamations reçues.

16° En regard à l'intention de donner à cet accord le caractère d'un traité sacré, l'Allemagne et la France s'engagent à le faire ratifier par les deux peuples eux-mêmes et cela par voie de plébiscite ;

17° L'Allemagne se déclare prête, de son côté, à entrer en rapport avec les États limitrophes de sa frontière du sud-est et du nord-est pour les inviter directement à conclure les pactes de non-agression proposés ;

18° L'Allemagne se déclare prête à rentrer à la Société des Nations, immédiatement ou après la signature de ces traités. Le gouvernement allemand exprime de nouveau, à cette occasion, l'espoir que, dans un laps de temps convenable, seront éclaircies, par voie de négociations amicales, la question de l'égalité des droits en matière de colonies, ainsi que la question de la séparation du pacte de la Société des Nations d'avec les clauses du traité de Versailles ;

19° L'Allemagne propose de constituer un tribunal international d'arbitrage devant être compétent pour assurer l'observation de cet ensemble de traités et dont les décisions auraient force obligatoire pour tous.

Limitation des armements.

Après la conclusion d'une œuvre si importante pour la garantie de la paix européenne, le gouvernement allemand considère comme absolument indispensable d'entreprendre des efforts pour enrayer par des mesures pratiques une course effrénée aux armements. Il y verrait non seulement un allégement de la situation financière et économique des peuples, mais, avant tout, une détente psychologique.

Pas de règlement universel.

Mais le gouvernement allemand n'attend rien d'une tentative de règlement universel, tentative condamnée d'avance à l'insuccès et qui, pour cette raison, ne peut être proposée que par ceux-là qui ne sont pas intéressés à la réalisation d'un résultat pratique. Il estime, au contraire, que les négociations poursuivies et les résultats atteints dans le domaine de la réduction des armements maritimes peuvent fournir des suggestions instructives.

Conférences ultérieures.

Le gouvernement du Reich propose par conséquent de convoquer ultérieurement des conférences à but unique, mais nettement déterminé.

Guerre aérienne.

Il considère, comme le devoir actuellement le plus important, de ramener la guerre aérienne dans l'atmosphère morale et humaine des ménagements qui ont été accordés, à l'époque, par la convention de Genève aux non-combattants ou aux blessés.

Humanisation de la guerre.

De même qu'il a été possible de régler ou d'interdire par des conventions internationales l'achèvement de blessés ou prisonniers sans défense ou l'emploi de balles dum-dum, ou la guerre sous-marine sans avertissement, il doit également être possible à l'humanité civilisée d'empêcher de dégénérer d'une même façon en ce qui concerne l'emploi d'armes nouvelles, sans pour cela entrer en contradiction avec le but de la guerre proprement dit.

Le gouvernement allemand propose donc en premier lieu comme tâche pratique de ces conférences :

1° Défense de lancer des bombes à gaz, des bombes toxiques ou incendiaires ;

2° Défense de lancer des bombes de quelque catégorie que ce soit, sur des localités ouvertes qui se trouvent en dehors de la portée de l'artillerie lourde moyenne des fronts de combat ;

3° Défense de bombarder avec des canons à longue portée des localités se trouvant en dehors d'une zone de combat de 20 kilomètres ;

4° Suppression des tanks du type le plus lourd avec défense d'en reconstruire ;

5° Suppression et interdiction de l'artillerie la plus lourde.

L'Allemagne est prête à désarmer.

Dès que, de ces entretiens et accords, résulteront des possibilités de plus fortes limitations des armements, ces possibilités devront être mises à profit.

Le gouvernement allemand se déclare dès à présent d'accord pour adhérer à tout règlement de cette espèce en tant qu'il trouve une application internationale.

Le gouvernement allemand estime en effet que si l'on n'a fait qu'un premier pas dans la voie du désarmement, ce progrès sera déjà d'une portée extraordinaire en ce qui concerne les relations réciproques des peuples et, par conséquent, le rétablissement de la confiance, condition préalable du développement du commerce et de la prospérité.

L'Allemagne est prête
à une collaboration économique.

Pour répondre au désir général de voir se rétablir des conditions économiques favorables,

il est donc prêt à engager, dans l'esprit des propositions formulées et immédiatement après la conclusion des traités politiques, un échange de vues avec le pays en question concernant les problèmes économiques et à contribuer par tout ce qui est en son pouvoir à améliorer la situation économique de l'Europe de même que celle du monde entier, inséparablement liée à celle-ci.

Vers une nouvelle Europe.

Par le projet de paix ci-dessus, le gouvernement du Reich estime avoir contribué, pour sa part, à l'édification d'une Europe nouvelle sur la base du respect et de la confiance réciproques entre les États souverains. On a manqué mainte occasion de réaliser cette pacification de l'Europe, pacification en vue de laquelle l'Allemagne a tant de fois offert sa coopération dans le courant de ces dernières années. Puisse cet effort d'entente européenne réussir enfin !

En présentant le plan de paix ci-dessus, le gouvernement allemand a la ferme conviction d'avoir définitivement frayé la voie qui conduit à ce but.

IV

INTERVIEWS DU FUHRER

1. — L'interview du 16 novembre 1933. Fernand de Brinon, de l'« Information ».

Je désire la conversation et l'entente.

Je désire la conversation et l'entente, parce que j'y vois la garantie de la paix. Je veux que cette paix véritable soit conclue entre des adversaires loyaux qui se sont combattus longtemps sans jamais tirer des défaites de l'un ou de l'autre des satisfactions définitives. Je l'ai dit, répété, mais on ne m'a répondu que des paroles de méfiance. Cependant, ma volonté n'a pas changé.

J'ai toute l'Allemagne.

Je crois que le résultat du plébiscite donne à mes désirs une force assez neuve. Quand Stre-

semann essayait, avec lucidité et avec mérite, de trouver les voies d'une entente avec la France, et lorsque Brüning, dont les intentions étaient également bonnes mais grande la faiblesse, faisait de même, ils n'avaient pas derrière eux le peuple allemand. Moi, j'ai toute l'Allemagne. Je ne lui ai pas caché ce que je voulais. Elle m'a approuvé.

La réconciliation franco-allemande.

J'ai la conviction que la question de la Sarre, qui est terre allemande, une fois réglée, il n'y a rien, absolument rien, qui puisse opposer l'Allemagne à la France. L'Alsace-Lorraine? J'ai dit assez souvent que nous y avons renoncé définitivement pour pouvoir penser que j'étais entendu. Mais combien de temps faudra-t-il répéter que nous ne voulons ni absorber ce qui n'est pas nôtre, ni nous faire aimer de qui ne nous aime pas !

Le chancelier poursuit.

Il n'existe pas en Europe un litige qui justifie la guerre. Tout peut se régler entre les gouvernements des peuples s'ils possèdent le sentiment de leur honneur et de leurs responsabilités. Il y a une Pologne animée d'un esprit patriotique admirable : il y a, à côté d'elle, une Allemagne non moins attachée à ses traditions. Entre elles, des différends, des points de friction nés d'un mauvais traité, mais rien qui,

vaille de répandre le sang le plus précieux, car ce sont toujours les meilleurs qui tombent sur les champs de bataille.

Contre la guerre.

On m'insulte en continuant de répéter que je veux faire la guerre. Serais-je fou? La guerre? Mais elle ne règlerait rien. Elle ne ferait qu'empirer l'état du monde. Elle marquerait la fin de nos races qui sont des élites et, dans la suite des âges, on verrait l'Asie installée dans notre continent et le bolchevisme triomphant.

Comment souhaiterais-je une guerre nouvelle alors que les suites de la dernière pèsent sur nous et se feront sentir encore pendant trente ou quarante ans? Je ne pense pas pour l'immédiat. Je pense dans l'avenir. J'ai devant moi un long travail intérieur. J'ai rendu au peuple la notion de son honneur : je veux lui redonner la joie de vivre. Nous combattons la misère. Déjà, nous avons fait reculer le chômage. Mais je veux faire mieux et il me faudra des années pour parvenir au bien-être. Et vous pensez que je vais compromettre mon travail par une nouvelle guerre? Allons donc !

L'Allemagne veut se défendre.

L'Allemagne doit être capable de se défendre, le devoir de tous les peuples est d'organiser

leur défense. Mon programme tient dans ces mots : « Pas un Allemand pour une nouvelle guerre ; pour la défense de la patrie, tout le peuple. » Si les jeunes gens marchent en rang, s'ils portent le même costume, c'est qu'ils incarnent l'ordre nouveau et ses garanties. Or, il faut donner à l'ordre son signe qui est la discipline matérielle et morale.

La sécurité de la France.

De quelle manière réaliser l'entente entre pays voisins et égaux en droit? Ma patrie n'est pas une nation de second rang. Elle est une grande nation à laquelle on a imposé un traitement insupportable. Si la France entend fonder sa sécurité sur l'impossibilité matérielle pour l'Allemagne de se défendre, il n'y a rien à faire car le temps où ces choses étaient possibles est terminé. Mais si elle admet de trouver sa sécurité dans un accord librement discuté, je suis prêt à tout entendre, à tout comprendre, à tout entreprendre.

L'égalité revendiquée par l'Allemagne, on sait à peu près exactement en quoi elle consiste. Moralement c'est le droit égal absolu. Quant à la réalisation pratique, elle peut s'accomplir par étapes et on peut causer sur les détails.

Mais on me dit : égalité, oui. Mais pas d'égalité sans contre-parties. Quelles contre-parties?

Il faudrait connaître enfin le contenu de votre mot : sécurité.

Je tiens ma parole.

Je décide seul de la politique de l'Allemagne et quand je donne ma parole, j'ai l'habitude de la tenir.

Si rencontrant par hasard un ministre français, je lui avais dit en tête à tête : « La question de la Sarre étant résolue, j'estime qu'il n'y a pas un différend qui puisse nous opposer, » je pourrais comprendre qu'on dise : « Hitler a des arrière-pensées. Nous aurons des surprises. » Mais, devant mon peuple auquel je demandais son approbation solennelle, j'ai dit les mêmes choses. J'ai répété maintes fois que le sort de l'Alsace-Lorraine est réglé. Le peuple a donné sa réponse. Que faut-il de plus?

Moi, je n'ai pas hérité une alliance défensive avec l'Angleterre. S'il s'agit d'une telle alliance, j'y souscris volontiers car je n'ai pas l'intention d'attaquer mes voisins. La Pologne le comprend maintenant. Mais parce que la Pologne est plus proche de l'Asie que vous, elle nous connaît mieux !

Genève.

En quittant Genève, j'ai accompli un acte nécessaire et je crois avoir rendu un service

de clarté. Nous ne retournerons pas à Genève. La Société des Nations est un Parlement international dans lequel des groupes de puissances s'opposent et s'agitent. Les malentendus sont aggravés au lieu d'être résolus. Je suis toujours prêt, et je viens d'en donner l'exemple, à entamer des négociations avec ceux qui veulent bien causer avec moi.

2. — L'interview du 25 novembre 1934. Jean Goy, de l'Union nationale des combattants.

La mission des anciens combattants.

Les combattants allemands et français ont appris à se connaître pendant la guerre. Ils ont, les uns vis-à-vis des autres, une juste notion de leur valeur et de la valeur de chaque nation. Ils sont capables, mieux que tous autres, de respecter cette valeur dans la paix.

A la veille du plébiscite de la Sarre.

Il ne doit pas y avoir de malentendus entre nos deux pays, les difficultés présentes proviennent du problème sarrois.

Votre presse a paru laisser supposer que nous préparions un putsch ! C'est pure folie

que de croire que l'Allemagne cherchera par la force à troubler la prochaine consultation et je déclare formellement que nous nous inclinerons devant le résultat du plébiscite quel qu'il soit !

J'avais, d'ailleurs, il y a quelques mois, proposé à votre ministre des Affaires étrangères d'établir un protocole pour régler toutes les difficultés éventuelles, mais je n'ai pas eu de réponse.

L'Alsace-Lorraine.

Il ne peut pas être question de changer un poteau de frontière. En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine vous connaissez mes opinions. Nous ne voulons pas reconquérir des kilomètres carrés de terrain. Nous voulons garantir la vie de notre peuple. Les millions de Français et d'Allemands tués ne sont pas des hommes quelconques : ce sont les élites de nos deux nations qui ont été détruites et pour des résultats qui n'ont même pas pu sauver de la crise les pays victorieux.

Ce qui importe maintenant, c'est de travailler afin d'établir un ordre social nouveau.

On pourra laisser entendre que je ne cherche qu'à gagner du temps pour achever mes préparatifs. A cela, je réponds que mon plan de travail est tel que l'homme qui pourra atteindre le but que je poursuis méritera de

son peuple reconnaissant un monument beaucoup plus grand que celui que pourrait mériter un chef glorieux après de nombreuses victoires.

Le rapprochement franco-allemand.

Si la France et l'Allemagne s'entendaient, un grand nombre de nations voisines pousseraient un soupir de soulagement et un cauchemar disparaîtrait. Il en résulterait une détente psychologique immédiate, une amélioration des rapports économiques de tous les pays d'Europe. Il dépend de nos deux nations que ce rêve devienne une réalité.

La liaison par les anciens combattants.

Je pense que les hommes qui ont fait la guerre et qui sont encore, pour la plupart, en âge d'être à nouveau mobilisés ont une vision plus nette des risques que fait courir l'incompréhension de deux peuples.

Ils sont plus francs, leur attitude est plus brutale, mais par là ils osent aborder en face les difficultés, ce qui est la seule méthode pour les résoudre plus aisément.

Faisant fi des habitudes diplomatiques, ils peuvent se dire leurs naturelles inquiétudes et signaler à temps, pour les faire disparaître, les risques de conflits.

3. — L'INTERVIEW DU 25 JANVIER 1936. MME TITAYNA, DE « PARIS-SOIR ».

Le mot pacifisme.

Il y a deux sens au mot pacifisme. Il n'a pas la même valeur en France que chez nous. Nous ne pouvons pas reconnaître un pacifisme qui signifierait un arrêt au droit de vivre.

Pour nous, le pacifisme ne peut s'établir que sur la notion humaine que chaque peuple a le droit de vivre. J'ai dit de vivre, non de végéter. Qui veut établir la paix doit connaître, d'abord, le droit des peuples.

Contre la guerre.

Ceci dit, il n'y a pas un Allemand qui désire la guerre. La dernière nous a tué deux millions d'hommes, nous a laissé sept millions et demi de mutilés ou malades. Même si nous avions été vainqueurs, aucune victoire ne valait d'être payée ce prix-là !

Quel homme d'État, aujourd'hui, pourrait viser une conquête territoriale par le moyen d'une guerre? Faut-il faire tuer deux millions d'hommes pour conquérir une province de deux millions d'habitants?... Ce serait d'ailleurs, pour nous, sacrifier deux millions d'Allemands purs,

d'Allemands en pleine force, d'Allemands d'élite pour gagner une population mixte qui n serait pas entièrement allemande. La logiqu humaine est contre la guerre territoriale.

Les clauses morales du traité de paix.

Le traité de Versailles a traduit deux résultats : 1° il affirme une victoire territoriale ; 2° il établit une victoire morale. Les questions de territorialité devraient être soumises uniquement aux populations et à leurs nécessités économiques... mais, au point de vue moral, il est impossible, il est inadmissible de mettre un peuple dans un état d'infériorité permanente et de l'humilier. En 1870, le traité s'était contenté d'une victoire matérielle et territoriale, il avait respecté l'esprit de la France. Toute clause qui diminue la personnalité d'un peuple crée seulement de l'amertume et de la haine du côté opprimé, de la méfiance de l'autre. L'homme a le droit de vivre en tant que nation comme en tant qu'individu.

Justice et équilibre.

La conscience humaine doit atteindre la justice au-dessus des intérêts et des partis. Chaque peuple a le droit de vivre avec sa religion, son histoire, ses habitudes et ses possibilités économiques. Favoriser les uns au détriment des

autres est une absurdité parce que cela rompt l'équilibre humain.

Je vais vous faire une comparaison : la loi qui favorise les ouvriers au détriment des paysans est une loi aussi fausse que celle qui protège le paysan contre l'ouvrier. Il ne faut prendre parti ni pour le consommateur, ni pour le commerçant, ni pour l'employeur, ni pour le salarié... Il faut maintenir l'équilibre des intérêts contradictoires de tous.

La doctrine économique du Führer.

En matière économique, nous avons une seule doctrine. C'est qu'il n'y a pas de doctrine. Si l'initiative privée est en défaut, elle doit être remplacée par celle de l'État. Les tensions sociales ne se règlent pas chez nous par des grèves ou des lock-out, car un gouvernement qui prend en main les intérêts de tous doit trouver le meilleur moyen d'assurer la paix sociale.

Il faut de la compréhension.

De même, en politique internationale, la paix ne peut naître que de l'équilibre, donc de la justice.

Quant aux modalités à trouver pour établir cette paix, elles seront faciles si chacun y met un sentiment humain de compréhension et d'intelligence.

La situation de l'Allemagne.

Nous sommes en Allemagne soixante-huit millions d'habitants, soixante-huit millions d'êtres qui demandent à manger, à se vêtir, à se loger, à vivre... Aucun traité au monde ne peut changer cela : l'enfant qui vient au monde pleure pour avoir du lait, il a droit au lait. Un chef d'État doit fournir à son peuple ce dont il a besoin.

La famille européenne.

L'humanité comprend des peuples plus ou moins doués. Parmi ceux que leurs qualités devraient favoriser, il en est dont l'existence matérielle est restreinte, tandis que d'autres, plus primitifs, ont à leur disposition de vastes territoires non exploités. Je place parmi les premiers les peuples européens. A ce point de vue, je pense que nous, Européens, nous constituons une famille parfois divisée, mais unie quand même par un intérêt commun.

Si la conscience des autres peuples admettait cette notion d'équilibre, de justice, les détails matériels seraient peu de chose à régler. Ce qui m'intéresse actuellement c'est l'éveil dans le monde de l'idée que la bonne volonté des peuples doit créer une collaboration sans arrière-pensée pour la meilleure vie de chacun.

Or, je vous le répète, pour la vie de l'Allemagne, pour la vie de la France, il faut dans le monde, et pour le bien de l'humanité, assurer la prospérité de l'Europe.

La Russie.

Comme vous avez de la chance ! s'exclame Hitler. Moi, les grands voyages me sont interdits ! Vous allez voir le Japon où l'on fabrique, dans des conditions de production très différentes des nôtres, les marchandises qui inondent les marchés du monde. Ceci sera également vrai, un jour, pour la Russie. Les dirigeants de Moscou laisseront au besoin une partie de leur peuple mourir de faim pour assurer l'exportation. Le communisme se maintient en Russie parce qu'il s'est établi sur une population presque sans besoins, disposant d'un immense territoire inexploité, mais si le communisme avait conduit l'Allemagne, c'eût été un désastre, une catastrophe sans précédent, parce qu'en Russie quatre-vingt-douze habitants travaillent à la campagne pour nourrir huit employés de la ville, tandis qu'en Allemagne la proportion des citadins est de 75 pour 100. De plus, l'Allemagne disposait d'une structure économique infiniment plus compliquée et dont la destruction eût créé bien plus de ravages.

La position de la femme dans le IIIe Reich.

Je place la femme à égalité avec l'homme. Je ne la crois pas sa semblable, elle est sa compagne et il ne faut pas lui imposer des travaux pour lesquels l'homme est fait. Je n'imagine pas des bataillons de femmes ; je les vois mieux à leur place dans les œuvres sociales. Mais, en tous cas, une femme qui ne se marie pas (nous en avons beaucoup en Allemagne puisque nous manquons d'hommes), a droit à gagner sa vie comme l'homme. Par ailleurs, je vous rappelle que le grand film de la réunion du parti fut réalisé par une femme et que le film des Jeux Olympiques sera également tourné par une femme.

Les Français sont les bienvenus en Allemagne. Qu'on vienne s'instruire.

Nous serons heureux de recevoir des Français, le plus de Français possible. Tout sera mis en œuvre pour leur faire sentir qu'ils sont les bienvenus et que le peuple allemand est, à leur égard, plein de cordialité.

Je souhaite beaucoup que vos touristes ne se cantonnent pas dans les visions sportives : qu'ils visitent le pays, tout le pays. Ici, ils ne trouveront pas de tours organisés par la propagande pour leur dissimuler la vérité. Nous ne leur dirons pas que l'Allemagne est un paradis,

cela n'existe pas sur terre, mais ils pourront circuler en toute liberté et se rendre compte par eux-mêmes que l'Allemagne vit dans le calme, l'ordre et le travail. Ils verront notre redressement, notre effort, notre désir de paix, c'est tout ce que je souhaite.

4. — L'INTERVIEW DU 21 FÉVRIER 1936. BERTRAND DE JOUVENEL, DE « PARIS-MIDI ».

La confiance est nécessaire.

Vous avez devant vous une Allemagne dont les neuf dixièmes font pleine confiance à leur chef. Et ce chef vous dit : Soyons amis.

Oui, je sais ce que vous pensez. Vous vous dites : « Hitler nous fait des déclarations pacifiques, mais est-il de bonne foi? Est-il sincère? » N'est-ce pas un point de vue puéril que le vôtre? Est-ce qu'au lieu de vous livrer à des devinettes psychologiques, vous ne feriez pas mieux de raisonner en usant de cette fameuse logique à laquelle les Français se déclarent si attachés? N'est-il pas évidemment à l'avantage de nos deux pays d'entretenir de bons rapports?

Notre avantage, c'est la paix.

Ne serait-il pas ruineux pour eux de s'entrechoquer sur de nouveaux champs de bataille?

N'est-il pas logique que je veuille ce qui est le plus avantageux à mon pays, et, ce qui est le plus avantageux, n'est-ce pas évidemment la paix?

Comment je suis arrivé au pouvoir.

Chez vous, on m'imagine tout autre que je suis, parce qu'on voit bien que je suis parti de rien pour devenir le maître de l'Allemagne, et que c'est une destinée étonnante, et qu'on croit devoir y trouver des causes extraordinaires. Les uns disent que c'est par violence que je suis devenu le chef de la nation allemande, mais, vous savez, les quelques camarades que nous étions au début auraient eu fort à faire pour s'emparer par la violence d'une nation de soixante-cinq millions d'habitants !

Ma mystique.

On dit aussi que j'ai dû mon succès à ce que j'ai créé une mystique... ou bien simplement, que j'ai été servi par le hasard. Eh bien, je vais vous dire ce qui m'a porté là où je suis !

J'ai simplifié les problèmes.

Les problèmes politiques apparaissaient compliqués. Le peuple allemand n'y comprenait

rien. Il aimait mieux, dans ces conditions, laisser aux politiciens de profession le soin de se débrouiller dans ces complications. Moi, j'ai décompliqué les problèmes. Je les ai réduits en termes simples. Les grandes masses ont compris. Elles m'ont suivi ! Ainsi la lutte des classes, cette fameuse lutte des classes !

La lutte des classes.

C'est une absurdité, la lutte des classes, et j'en ai démontré l'absurdité, et le peuple m'a compris ! J'ai fait un appel à la raison. Il a été entendu par le peuple allemand ! Maintenent je fais un appel à la raison dans l'ordre international comme j'ai fait un appel à la raison dans l'ordre social. Je veux montrer à mon peuple que la notion d'inimitié éternelle entre la France et l'Allemagne est absurde, que nous ne sommes nullement des ennemis héréditaires. Le peuple allemand le comprend.

L'arrangement germano-polonais.

Chez vous, on a interprété l'accord entre l'Allemagne et la Pologne comme un acte de virtuosité diplomatique de ma part. C'est un compliment, mais qui ne me fait pas plaisir et qui n'est pas mérité. Simplement la tension entre l'Allemagne et la Pologne ne pouvait pas durer. Elle était malsaine, énervante. Il était

logique que je cherche à y mettre fin. J'ai réussi, et tout le peuple allemand s'en est senti soulagé.

Je veux réussir avec la France.

Et maintenant, je veux réussir la même détente avec la France. Il n'est pas bon que les peuples usent leurs forces psychologiques en haines infécondes.

Mon livre « Mein Kampf ».

J'étais en prison, quand j'ai écrit ce livre. Les troupes françaises occupaient la Ruhr. C'était le moment de la plus grande tension entre nos deux pays. Oui, nous étions ennemis ! Et j'étais avec mon pays, comme il sied, contre le vôtre. Comme j'ai été avec mon pays contre le vôtre durant quatre ans et demi dans les tranchées ! Je me mépriserais si je n'étais pas avant tout Allemand quand vient le conflit. Mais aujourd'hui il n'y a plus de raison de conflit. Vous voulez que je fasse des corrections dans mon livre, comme un écrivain qui prépare une nouvelle édition de ses œuvres? Mais je ne suis pas un écrivain, je suis un homme politique. Ma rectification? Je l'apporte tous les jours dans ma politique extérieure toute tendue vers l'amitié avec la France !

Si je réussis le rapprochement franco-alle-

mand comme je le veux, ce sera une rectification digne de moi ! Ma rectification, je l'écrirai dans le grand Livre de l'Histoire !

Les livres français.

Le rapprochement une fois réussi, il y aura pas mal d'ouvrages français qui auront aussi besoin d'être rectifiés, hein? Parce qu'ils ne sont pas toujours tendres pour nous !

La presse allemande.

C'est bien étrange que vous jugiez encore possible une agression allemande ! Est-ce que vous ne lisez pas notre presse? Est-ce que vous ne voyez pas qu'elle s'abstient systématiquement de toute attaque contre la France, qu'elle ne parle de la France qu'avec sympathie?

Une mauvaise tactique.

Alors, si je voulais pouvoir lancer un jour mon peuple contre le vôtre, croyez-vous que je ferais systématiquement dire du bien de la France? Les opinions que j'aurai, en quelques années, imprimées à la nation allemande me gêneraient fort le jour où je voudrais vous faire la guerre. Il faut à cela une préparation psychologique !

Qu'on se mette à l'œuvre.

Écoutez, vous comprenez la nécessité logique d'une bonne entente entre les deux grandes nations voisines? Vous vous rendez bien compte qu'il y a là quelque chose de raisonnable et d'humain que nous devons à toute force réussir? Eh bien ! il faut que nous fassions dans les deux opinions publiques le travail nécessaire pour que l'entente se réalise et se maintienne, quels que soient les dirigeants qui se succéderont à la tête des deux pays.

Le pacte franco-soviétique.

Mes efforts personnels vers un tel rapprochement subsisteront toujours. Cependant, dans le domaine des faits, ce pacte plus que déplorable créerait naturellement une nouvelle situation.

Est-ce que vous vous rendez compte de ce que vous faites? Vous vous laissez entraîner dans le jeu diplomatique d'une puissance qui ne désire que mettre dans les grandes nations européennes un désordre dont elle sera la bénéficiaire. Il ne faut pas perdre de vue le fait que la Russie soviétique est un élément politique ayant à sa disposition une idée révolutionnaire explosive et des armements gigantesques. Comme Allemand, j'ai bien le devoir de tenir

compte d'une telle situation. Le bolchevisme n'a pas de chances de réussir chez nous. Mais il y a d'autres grandes nations qui sont moins prémunies que nous contre le virus bolcheviste...

Collaboration culturelle et technique.

Chaque peuple a son apport à faire à la culture européenne. Chaque nation imagine que son apport particulier est le plus important. Qui donc pourrait les départager? Mais ce qui est certain, c'est l'extrême importance des apports français et allemands. Il y a entre nous, en quelque sorte, des jeux olympiques de l'esprit... Le génie germanique, le génie latin, ce sont des concurrents dont l'émulation grossit un patrimoine commun. Des Français viennent chaque année plus nombreux à Bayreuth goûter les chefs-d'œuvre musicaux de l'Allemagne, et mes compatriotes vont en pèlerinage auprès de vos monuments. Dans le domaine nouveau de la technique, la collaboration internationale s'est révélée extraordinairement féconde. Voyez l'automobile ! Daimler invente le moteur à explosion, vous, Français, vous organisez les premières courses d'automobiles qui frappent l'imagination du monde entier, puis les Américains commercialisent le mode de transport. Quand nous sommes devant le produit fini, nous ne savons à qui adresser le plus de remerciements !

Une occasion décisive de l'interview.
Soyons amis!

Vous feriez bien de réfléchir sérieusement à mes offres d'entente. Jamais un dirigeant allemand ne vous a fait de telles ouvertures ni de si répétées. Et ces offres émanent de qui donc? D'un charlatan pacifiste qui s'est fait une spécialité des relations internationales? Non pas, mais du plus grand nationaliste que l'Allemagne ait jamais eu à sa tête! Moi, je vous apporte ce qu'un autre n'aurait jamais pu vous apporter : une entente qui sera approuvée par 90 pour 100 de la nation allemande, les 90 pour 100 qui me suivent! Je vous prie de prendre garde à ceci : Il y a dans la vie des peuples des occasions décisives. Aujourd'hui la France peut, si elle le veut, mettre fin à tout jamais à ce « péril allemand » que vos enfants, de génération en génération, apprennent à redouter. Vous pouvez lever l'hypothèque redoutable qui pèse sur l'histoire de France. La chance vous est donnée, à vous, si vous ne la saisissez point, songez à votre responsabilité vis-à-vis de vos enfants! Vous avez devant vous une Allemagne dont les neuf dixièmes font pleine confiance à leur chef, et ce chef vous dit : « Soyons amis! »

Publication tardive de l'interview de Bertrand de Jouvenel.

Cette interview importante qui eut lieu le 21 février 1936 ne fut publiée que huit jours plus tard, le lendemain de la ratification du pacte franco-soviétique.

Le Führer l'a relevé en ces termes lors de son discours prononcé au Reichstag le 7 mars 1936 :

Le 21 février, un journaliste français s'est adressé à moi et m'a demandé une interview. Comme on m'avait fait savoir qu'il s'agissait d'un de ces Français, qui s'efforcent, de même que nous, de trouver une voie de rapprochement entre les deux peuples, je n'ai pas voulu refuser, d'autant plus qu'un tel refus eût pu être interprété comme une marque de dédain à l'égard de la presse française. J'ai donc donné les éclaircissements demandés, comme je les ai donnés en Allemagne même, ouvertement, des centaines, des milliers de fois, et j'ai essayé, encore une fois, de m'adresser au peuple français, pour cette entente qui nous tient au cœur si fortement et que nous voudrions voir réalisée. J'ai ensuite exprimé mon profond regret du développement menaçant qui se poursuit en France par suite de la signature d'un pacte que ne justifiait — nous en sommes convaincus — aucune nécessité concevable, mais qui, au cas où il se réaliserait, ne pourrait manquer de

créer une situation nouvelle. Comme vous le savez, cette interview a d'abord été gardée secrète, pour des motifs que nous ignorons, et n'a été publiée que le lendemain de la ratification du pacte par la Chambre des députés.

Certes, je suis toujours disposé, pour l'avenir, conformément à ce que j'ai déclaré au cours de cette interview, à servir sincèrement la cause de ce rapprochement franco-allemand, parce que je vois en lui l'élément nécessaire de la sécurité européenne contre des dangers incalculables, parce que je ne puis me promettre ou même apercevoir pour aucun des deux peuples le moindre avantage possible résultant d'une autre attitude et parce que j'aperçois, au contraire, des dangers internationaux d'ordre général extrêmement graves. Cependant, malgré cela, je me vois forcé, par la conclusion définitive de ce pacte, de procéder à un examen de la nouvelle situation créée, pour en déduire les conséquences nécessaires.

5. — L'interview du 21 mai 1936. Abel Bonnard, de l'Académie française.

Le problème social.

Sans doute, le monde d'à présent peut donner à quelques hommes énergiques un sentiment de bonheur, par l'activité qu'ils déploient en

luttant avec les difficultés qui y sont posées, et, pour ma part, je n'aurais pas vécu heureux dans la période qui va de 1860 à 1914. Mais cela n'est vrai que pour un petit nombre. La masse ne s'intéresse point par elle-même à ces grands problèmes. Sans doute, on peut enthousiasmer les masses pour ce qui touche à la vie de la nation. Mais cela seul ne suffit pas pour les satisfaire.

Il faut considérer leur vie dans sa réalité quotidienne.

Beaucoup d'hommes travaillent huit heures par jour, dans des conditions qui sont parfois très peu agréables, exerçant une profession qu'ils n'ont pas choisie. Il faut qu'ils aient dans l'âme un bonheur intime qui rende leur vie supportable.

Pour s'occuper d'eux, il ne suffit pas de modifier les conditions matérielles de leur existence. Il est certain qu'en Russie, par exemple, on est arrivé dans cet ordre à des résultats importants. Cependant, tous les voyageurs témoignent qu'il règne dans ce pays une tristesse générale.

Il faut enseigner la joie au peuple.

C'est pour cela que nous avons reconnu l'importance de la joie de vivre. Nous avons créé cette organisation de « la force par la joie » qui doit apporter aux masses le sentiment de la joie, enseigner la joie au peuple.

La véritable démocratie.

A l'étranger, on croit que l'Allemagne vit sous un régime de dictature. Mais il y avait bien plus de dictature en 1933. Un régime comme celui-ci ne saurait se maintenir par la contrainte. Le peuple est pour moi parce qu'il sait que je m'occupe vraiment de ses besoins, que les problèmes de son âme m'intéressent. C'est pourquoi j'ai dans le peuple mes plus grands partisans, et j'y suis plus aimé que les monarques ne l'ont été.

Les matières premières.

L'Allemagne ne peut acheter à l'étranger, en quantité suffisante ces matières premières qu'elle n'a pas produites elle-même jusqu'ici. Et l'étranger n'achète pas dans une proportion équivalente des marchandises allemandes.

Le personnel des grands bateaux.

Jusqu'à ces derniers temps il y avait sur les bateaux des grandes compagnies de navigation un contraste choquant entre le luxe réservé aux passagers et la vie du personnel ; d'un côté, tous les raffinements, toutes les recherches ; de l'autre, aucun agrément, aucune commodité, des conditions d'existence pénibles et mal-

saines. En vain nous insistions pour que cela fût changé ; quand nous demandions que les gens du personnel fussent logés plus à l'aise, on nous répondait que la place coûtait trop cher sur les grands bateaux pour qu'on pût nous satisfaire ; quand nous demandions qu'ils eussent un pont réservé pour pouvoir prendre l'air, on nous disait qu'il y avait là une difficulté.

Maintenant, sur les nouveaux navires, le personnel a des cabines convenables ; il a un pont à son usage où il peut se reposer dans de bons sièges, il a des appareils de radio pour se distraire, il a une salle à manger où ses repas sont présidés par un officier du bord ; et toutes ces améliorations n'ont pas coûté tellement cher, mais il fallait les vouloir.

V

LES PLUS RÉCENTES DÉCLARATIONS DU FUHRER

1. — A la séance de clôture du Reichsparteitag de Nüremberg du 13 septembre 1937.

Nous avons eu, il est vrai, au cours de notre histoire, beaucoup de discussions avec une France nationale, mais d'une manière ou d'une autre, nous sommes liés à la grande famille des peuples européens.

Je crois aussi que nous ne voudrions pas nous passer d'aucune des véritables nations cultivées de l'Europe, ni même désirer qu'elle ne soit pas là.

Soyons justes avec nous-mêmes comme nous devons l'être avec les autres peuples et nous trouverons moins de raisons de nous haïr et beaucoup plus de raisons de nous admirer les uns les autres.

2. — Message de nouvel an 1938 au Corps diplomatique de Berlin.

La paix que vous souhaitez, monsieur le Nonce, au seuil du nouvel an, aux différents peuples du monde, est également le but de mon travail et celui du gouvernement du Reich. L'Allemagne aspire de toutes ses forces, — vous en avez, monsieur, obtenu sans doute la conviction par votre expérience personnelle — à apaiser les différends sociaux et collectifs apparents qui menaceraient l'unité intérieure des peuples, à donner au peuple allemand le bonheur d'une union fraternelle, à réconforter les faibles au sens économique par une aide joyeusement apportée et à favoriser toutes les volontés saines et bonnes pour l'élévation du bien-être matériel et physique de la nation entière.

Dans le même esprit qui détermine notre action intérieure, nous voulons régler aussi nos relations avec l'étranger. Nous croyons que les problèmes que la Providence a donnés à résoudre à la coexistence des nations entre elles sur cette terre, doivent être traités dans ce même esprit ; nous sommes donc décidés à collaborer loyalement et de bonne foi avec toutes les nations et tous les États qui partagent cette opinion et à réaliser ce désir aussi dans la pra-

tique. C'est pourquoi le peuple allemand préfère à toute lutte qui détruirait les peuples un travail de paix véritablement constructif au service du progrès général. Que ce désir fasse naître un véritable respect réciproque et ainsi une paix effective de justice et de confiance. Que ces désirs remplissent les peuples au cours de l'année 1938 et trouvent leur expression vivace dans les actes et les faits des gouvernements. Le peuple allemand, son gouvernement et son chef attendent pleins de confiance un tel rapprochement sincère des nations.

3. — Discours au Reichstag du 20 février 1938

On a très souvent parlé et plus souvent encore écrit, durant ces dernières années, de différends existant entre la France et l'Angleterre d'une part, et l'Allemagne, d'autre part. Dans les détails, je ne vois pas précisément en quoi pourraient exister ces différends.

Je l'ai affirmé maintes fois, l'Allemagne n'a, en Europe, plus de revendications territoriales à adresser à la France.

Avec le retour du bassin de la Sarre, l'époque des discussions territoriales franco-allemandes est définitivement close.

4. — A la séance de clôture du Reichsparteitag de Nüremberg du 12 septembre 1938.

Plus d'idée de revanche.

L'état national-socialiste a pris à sa charge, dans l'intérêt de la paix européenne, de très lourds sacrifices, à savoir de très lourds sacrifices nationaux. Il ne s'est pas seulement abstenu de ne point cultiver toute idée de revanche. Au contraire il l'a bannie de toute la vie publique et privée.

La cathédrale de Strasbourg.

Au cours du dix-septième siècle, en pleine paix, la France a enlevé peu à peu l'Alsace et la Lorraine à l'ancien empire allemand. En 1871 l'Allemagne après une guerre lourde qui lui fut imposée, a revendiqué le retour de ces régions et l'a obtenu. Après la grande guerre elle les a perdues de nouveau.

Pour nous autres Allemands la cathédrale de Strasbourg signifie beaucoup.

Si, malgré cela, nous avons tracé un trait définitif sur ce chapitre, nous l'avons fait pour rendre un service à la paix européenne pour l'avenir. Personne n'aurait pu nous obliger à

abandonner librement telles revendications de révision, si nous n'avions pas voulu y renoncer.

Fin définitive de notre lutte avec la France.

Nous les avons abandonnées parce que c'était notre volonté de terminer pour toujours notre lutte éternelle avec la France. Il y a d'autres frontières encore où le Reich a décidé les mêmes mesures et adopté la même attitude. Le national-socialisme a vraiment agi sous ce rapport avec un sens extrême de ses responsabilités. De bon gré nous avons consenti les plus lourds sacrifices sur le chapitre de nos renonciations pour sauver à l'avenir la paix de l'Europe et notamment pour aplanir, de notre côté, le chemin de la réconciliation des peuples. Nous avons ainsi agi d'une manière plus que loyale.

Notre propagande.

Nous n'avons fait, ni dans la presse, ni au cinéma, ni au théâtre, aucune propagande qui eût été en désaccord avec cette décision. Nous n'avons même pas toléré d'exception pour la littérature.

Notre apport à la pacification de l'Europe.

C'est dans ce même esprit que j'ai fait des offres pour diminuer la tension européenne. Ces

offres furent repoussées pour des motifs que, aujourd'hui encore, nous ne comprenons pas. Nous avons volontairement limité notre force sur un terrain important dans l'espoir de ne plus jamais devoir entrer en conflit avec l'État en question. Nous ne l'avons pas fait parce que nous étions incapables de construire plus de 35 pour 100 de ses navires, mais nous l'avons fait pour aider à la détente de la situation européenne. En Pologne un grand patriote et homme d'État s'était déclaré prêt à faire un accord avec l'Allemagne, nous l'avons accepté tout de suite et nous avons conclu une convention qui est plus importante pour la paix d'Europe que tous les discours prononcés dans le temple de la Société des Nations de Genève dans leur ensemble.

5. — Au Sportpalast de Berlin, le 26 septembre 1938.

Vis-à-vis de la France, j'ai dit qu'immédiatement après le retour à l'Allemagne du bassin de la Sarre, décidé par plébiscite, il n'y aurait plus du tout de différends qui nous sépareraient. J'ai affirmé que la question d'Alsace-Lorraine n'existait plus pour nous. C'est un pays frontière. Au cours de ces dix dernières années, on n'a jamais demandé à ses habitants d'exprimer leur opinion. Nous avons

l'impression que les populations de cette province seront les plus heureuses s'il n'y a plus de guerre à cause d'elles.

Nous tous, nous ne voulons pas de guerre avec la France. Nous n'avons aucune réclamation à formuler envers la France ! Absolument aucune !

Ensuite, au moment où, grâce à l'interprétation loyale des traités par la France — je dois le reconnaître ici — le bassin de la Sarre était rendu au Reich, j'ai déclaré solennellement : Maintenant, tous les différends territoriaux qui existaient entre la France et l'Allemagne sont éliminés. Je ne vois plus du tout de différends entre nous. Ce sont deux grandes nations qui toutes deux veulent travailler et vivre. Et elles vivront mieux si elles travaillent ensemble.

VI

DISCOURS DE SES COLLABORATEURS

1. — Discours du Dr Gœbbels a Ægidienberg (Rhénanie), en commémoration de la défense des paysans rhénans contre les séparatistes, 15 octobre 1933.

Nous ne voulons pas de guerre, nous voulons la paix, mais une paix de l'honneur. Car c'est la seule paix qui puisse durer. Nous ne voulons humilier personne. Mais nous désirons ne pas être humiliés par les autres.

Nous sommes prêts à faire table rase du passé et nous espérons que les autres y seront prêts aussi. L'Europe a d'autres missions que d'éterniser la haine et la colère.

Les peuples ont le droit d'exiger que les gouvernements songent enfin à résoudre les grands problèmes qui leur sont posés par les temps de guerre et d'après-guerre.

Nous avons l'intention sincère d'épargner à notre peuple le malheur d'une nouvelle guerre. Nous voulons chercher la solution de ces pro-

blèmes difficiles par la voie des pourparlers amiables.

Si les ministres français m'opposent : « Oui, l'Allemagne officielle parle ainsi ; le chancelier parle ainsi, vous parlez ainsi, mais le peuple parle et pense autrement, » je réponds : « Non, le peuple parle et pense comme nous. »

2. — DISCOURS DE RUDOLF HESS A KÖNIGSBERG, 8 JUILLET 1934.

Nous, anciens combattants, ne voulons plus qu'une diplomatie incapable nous lance de nouveau dans une catastrophe qui, une fois de plus, sera payée par les combattants. Nous, soldats, de tous côtés, nous nous sentons dégagés des responsabilités pour la dernière guerre. Nous voulons lutter ensemble pour éviter une nouvelle catastrophe. Nous, qui avons détruit en commun pendant la guerre, nous voulons bâtir en commun la paix. Il est grand temps qu'on arrive à une véritable compréhension entre les peuples, une compréhension, fondée sur un respect réciproque qui seul peut durer, respect qui distingue les anciens combattants.

Qu'on n'en doute pas : la plus grande partie des grands États ont accumulé du matériel de guerre plus que jamais. Mais du matériel de guerre, soumis au danger de perdre son effica-

cité et des peuples qui n'ont pas pu se calmer depuis l'armistice et qui se regardent avec la plus grande méfiance forment un explosif terrible. Un motif futile, comme en 1914 le malheureux coup de revolver de Serajevo — tiré peut-être par un fou — peut suffire, pour déclencher, malgré la volonté des peuples engagés, des armées gigantesques ! Ce motif futile peut suffire pour faire labourer de vastes territoires par des milliers d'obus de tout calibre et de toute portée, pour transformer, à l'aide d'avions, villes et villages en mers de flammes et pour étouffer toute vie en des nuages de gaz.

Celui qui a fait la Grande Guerre peut se faire une idée de ce que signifiera une guerre moderne avec des armes perfectionnées. Ainsi je m'adresse à tous les camarades de tous les fronts de la Grande Guerre. Soyons sincères ! Certes, jadis nous avons été au front, animés par le fier sentiment d'être de véritables hommes, des soldats, des combattants, détachés des banalités de la vie d'autrefois. Peut-être avons-nous senti parfois une certaine joie d'une vie qui était le contraire de cet amollissement, suite de la civilisation moderne. Nous nous sommes sentis plus valeureux que ceux, qui, loin du feu, ignoraient le destin des fronts. Nous nous sommes sentis les défenseurs de la vie de nos peuples et les garants de son avenir. Parfois nous avons aussi vécu des heures joyeuses et agréables et tâché de vivre au

double chaque minute dont la vie nous avait fait cadeau. Personne d'entre nous ne voudrait se priver de ses souvenirs du front.

Mais, soyons sincères ! Nous avons senti la terreur de la mort. Nous avons vu la mort d'une manière plus terrible que personne avant nous. Nous nous sommes blottis dans les abris, les dos courbés dans l'attente des explosions. Nous avons suspendu avec effroi notre souffle quand notre oreille expérimentée percevait la course des obus et l'arrivée des mines. Notre cœur battait à se briser quand nous cherchions en vain un abri contre le feu des mitrailleuses. Nous avons cru étouffer sous le masque dans les nuages de gaz. Nous avons chancelé à travers les tranchées remplies d'eau. Nous avons passé des nuits à veiller, frissonnants dans la boue des trous d'obus. Nous avons vécu des jours et des semaines d'horreur pendant les grands combats. Nous avons souffert froid et faim et avons été souvent près du désespoir. Les cris des grands blessés ont sonné dans nos oreilles. Nous avons vu les asphyxiés se tordre, nous avons rencontré des aveugles chancelants, nous avons entendu le râle des mourants. Dans la montagne de cadavres de camarades, nous avons perdu le dernier espoir pour la vie. Nous avons vu la misère des fugitifs derrière nous, nous avons vu les veuves et les orphelins, les estropiés, et les infirmes, les enfants chétifs et les femmes souffrant de faim à la maison.

Soyons sincères ! Certainement, il n'y avait personne d'entre nous, qui n'eût demandé : Pourquoi tout cela? Est-ce nécessaire? Ne peut-on épargner tout cela à l'humanité de l'avenir?

Mais nous avons tenu debout, des deux côtés ! Nous avons tenu debout, soutenus par le sentiment du devoir, de la discipline, de la fidélité, détestant chaque lâcheté.

Aujourd'hui je reprends la question d'autrefois et je la crie dans le monde, en ancien combattant aux anciens combattants, en chef d'un peuple aux chefs des autres peuples : Est-ce nécessaire? Ne pouvons-nous pas épargner cela à l'humanité par un travail commun et avec notre bonne volonté?

Peut-être me dira-t-on : « Pourquoi n'as-tu pas parlé auparavant? »

Je vais vous donner la réponse : « Parce que ma voix, en Allemagne, se serait mêlée aux voix de traîtres — aux voix de ceux qui sont tombés dans le dos des combattants allemands — aux voix de ceux qui souillaient le nom du combattant et louaient les embusqués — aux voix de ceux qui abandonnèrent l'honneur de mon peuple — aux voix de ceux qui du côté allemand sont responsables pour le traité de Versailles. Je n'ai pas voulu être en leur compagnie.

Mais aujourd'hui je peux parler; car un homme de mon peuple a rétabli l'honneur de ce peuple devant le monde entier. Aujourd'hui je peux parler, car le monde sait qu'un combat-

tant national-socialiste n'est pas un lâche. Aujourd'hui je peux parler, car le Führer de mon peuple lui-même offre la paix au monde. Aujourd'hui je peux parler, car un des plus braves, Adolf Hitler, me préserve d'être mal entendu et comparé avec des lâches.

Aujourd'hui, je dois parler, car avec ma parole je viens à l'aide de l'homme qui cherche à préserver le monde de la débâcle. Aujourd'hui je lève ma voix pour avertir le monde de ne pas confondre l'Allemagne d'aujourd'hui, c'est-à-dire l'Allemagne de la paix, avec l'Allemagne d'hier, c'est-à-dire l'Allemagne du pacifisme !

Car on doit le savoir : Quoique le souvenir des mille terreurs de la guerre soit encore proche de nous, anciens combattants, et que la jeune génération d'après-guerre ne veuille, pas plus que nous, la guerre, notre pays n'est pas ouvert à une « promenade ».

De même que le peuple français a défendu avec toutes ses forces chaque poignée de terre pendant la Grande Guerre et la défendrait chaque jour de nouveau, de même ferons-nous, nous autres Allemands d'aujourd'hui. L'ancien combattant français surtout nous comprend quand nous crions à ceux qui jouent avec la pensée d'une guerre, qui du reste serait faite au front par d'autres que les instigateurs :

Qu'on essaye de nous attaquer !

Qu'on essaye de pénétrer dans la nouvelle Allemagne !

Alors le monde devra faire connaissance avec l'esprit de la nouvelle Allemagne.

Elle combattra d'une manière sans précédent pour sa liberté.

Le peuple français sait comment on défend sa propre terre.

Chaque forêt, chaque colline, chaque ferme devra être reconquise avec du sang. Les vieux et les jeunes se cramponneraient à la terre de leur pays. Ils résisteraient avec un fanatisme sans pareil.

Et même, si la supériorité des armes modernes l'emportait, le chemin à travers le Reich serait un chemin de sacrifices terribles aussi pour l'envahisseur, car jamais peuple ne fut comme notre peuple si persuadé de son propre droit et par là de son devoir de se défendre jusqu'au bout contre toute attaque.

Mais nous ne croyons pas, ce que les empoisonneurs des relations internationales cherchent à nous suggérer, qu'un peuple quelconque veuille troubler la paix de l'Allemagne, et par là la paix de l'Europe, sinon du monde entier.

Nous ne le croyons surtout pas du peuple français. Car nous savons que ce peuple, lui aussi, désire la paix. Ainsi, que nous nous souvenions, nous autres anciens combattants, que la population française derrière les lignes de la Grande Guerre considérait toujours la guerre comme un malheur pour elle-même et pour le

monde. Avec une sympathie sincère on a entendu en Allemagne — et surtout parmi les anciens combattants allemands — les voix des organisations françaises des anciens combattants, qui demandent une compréhension honnête avec l'Allemagne. Une demande, qui sans doute jaillit de la connaissance de la véritable face de la guerre aussi bien que du respect que les combattants français apportent par un sentiment chevaleresque aux exploits des soldats allemands.

Les soldats français savent que les Allemands se sont bravement battus contre une supériorité de forces considérable. Le soldat allemand gardera toujours son respect pour le courage du soldat français. Ce courage se prouve par le fait que l'armée française a eu le plus grand nombre de pertes du côté des Alliés.

Les anciens combattants veulent la paix !
Les peuples veulent la paix !
Le gouvernement allemand veut la paix !

3. — Discours de Rudolf Hess après la mobilisation tchécoslovaque du 21 mai 1938, prononcé a Stettin, le 13 juin 1938.

Les constructions pacifiques du Führer.

Le Führer, même quand il médite sur des plans nouveaux, et se penche sur de nouveaux

devis et fixe la reconstruction et la transformation de villes comme Berlin, Munich, Hambourg, Nuremberg, Cologne et beaucoup d'autres villes allemandes, lui aussi souvent se représente à l'esprit l'avenir, le temps de l'accomplissement de ses projets, et il se réjouit alors de ce qu'il voit naître dans son esprit comme résultat de l'activité pacifique du peuple allemand.

Cet homme ne veut pas la guerre.

Combien sont pauvres ceux qui, à l'étranger, croient que cet homme dont la préoccupation et l'activité sont si justement dirigées vers les grandes œuvres de la culture, de l'art et de la volonté de construire de son peuple, que cet homme puisse aspirer, à l'intérieur de son cœur, à la guerre et à la destruction !

Hitler connaît la guerre.

Il connaît la guerre. Il sait qu'elle signifierait la fin de tous ses projets pacifiques. Il sait encore qu'une guerre européenne serait la fin de la culture de l'Europe.

4. — Déclarations de M. Bürckel, commissaire du Reich en Autriche, au Congrès des Allemands de l'étranger a Stuttgart, le 31 août 1938.

On nous reproche chaque jour de préparer la guerre à la frontière franco-allemande. Cela n'est pas vrai. La paix est le résultat de l'estime réciproque et du respect devant les forces réciproques. Ce respect existe maintenant à la frontière franco-allemande. Nous ne préparons pas la guerre. Nous voulons l'empêcher. Celui qui sabote la paix commet un crime envers son peuple. L'Allemagne et la France veulent empêcher la guerre. Un meilleur standard de vie pour nos peuples serait préférable à des grenades et à des munitions ; car enfin, nos mères allemandes et les mères françaises n'ont pas mis au monde leurs enfants pour les faire tuer au service de causes étrangères.

VII

LES ÉCHOS EN FRANCE

I. — Voix de la méfiance.

1) *Albert* Petit, *dans le* Journal des Débats *du* 21 *septembre* 1934.

Un pacifique peu rassurant. Le gouvernement allemand multiplie les protestations pacifiques...

Mais il y a un « mais ». Il y a toujours un « mais » quand l'Allemagne exprime des idées conciliantes...

L'Allemagne se permet ce qui ne serait toléré de nul autre pays. Elle renie ses engagements, ses dettes publiques et privées, se ruine en armements, mobilisations de foules, outillage industriel et autre, et se plaint après cela de ne pas jouir de l'égalité des droits.

2) *Pierre* Bernus, *dans le* Journal des Débats *du* 29 *janvier* 1936. *Apparences et réalités hitlériennes.*

Le chancelier Hitler ne laisse passer aucune occasion de faire de la propagande. Il vient

encore de donner à une envoyée de *Paris-Soir*, qui vante sa séduction, une interview destinée à agir sur l'opinion française. Naturellement, il commence par proclamer, ainsi qu'il le fait toujours, qu'il ne veut pas la guerre, et que, du reste, il n'y a pas d'Allemand qui la désire. Mais il précise que sa conception de la paix n'est pas la même que celle que l'on a en France...

Il est certain que le peuple allemand souffre actuellement d'une sorte de disette. Mais cette disette est causée, du moins en grande partie, par la politique que fait le Reich pour la réalisation de ses grands desseins. Il ne faut pas cesser de le répéter car c'est le fait qui domine toute la situation européenne : tout est subordonné outre-Rhin à la préparation de la guerre, préparation qui se poursuit dans des conditions monstrueuses qui n'ont pas de précédent dans l'histoire...

Ces quelques observations sont le meilleur commentaire qu'on puisse faire de la dernière interview. Pour se laisser prendre aux affirmations pacifiques qu'elle contient, il faudrait être d'une naïveté extrême qui, dans la circonstance, en raison de ses conséquences, pourrait être qualifiée de coupable.

3) *L'écho tragique.* Homme libre *du 28 janvier* 1936.

Parmi les chefs du parti radical, M. Lucien Lamoureux représente à la fois la jeunesse et la sagesse...

Une fois de plus l'ancien ministre en a donné la preuve en disant, dimanche, à Vichy, l'anxiété où le met la menace allemande : « La menace, pour la France, ne peut venir que d'une nation voisine qui, depuis plusieurs années, travaille intensément nuit et jour à son réarmement qu'elle ne peut plus nier, ni cacher, et qu'elle ne pourra poursuivre bien longtemps en raison de sa situation économique et de sa politique de force à l'intérieur... Cette nation ne peut trouver de solution que par la révolution chez elle ou par une guerre étrangère pour éviter la révolution.

On ne trompe que qui veut se laisser tromper. La clairvoyance et le bon sens de M. Lucien Lamoureux ne lui permettent pas d'être dupe. Et sans doute n'est-il pas le seul.

4) *Pierre* Bernus, *dans le* Journal des Débats *du* 1er *mars* 1936. *La diplomatie du IIIe Reich.*

Le chancelier Hitler est un homme extrêmement habile, on peut même dire rusé. C'est un fait que paraissent trop souvent ignorer ou

négliger la plupart de ceux qui, à l'extérieur, observent ses mouvements. Pour en être convaincu, il suffit pourtant d'examiner la dextérité avec laquelle, usant tour à tour de la diplomatie et de la force, il a réussi à atteindre en quelques années son principal objectif, qui était de donner au Reich une puissance militaire telle qu'il pût commencer à faire peur.

La vérité est que les déclarations du chancelier Hitler devraient être considérées avant tout comme une mise en garde.

Le jeune Randolph Churchill, parlant à Oxford, a dit hier soir, à ce sujet, de bonnes vérités. « Qu'adviendrait-il », a-t-il déclaré, « si l'idée venait aux Français de joindre leurs forces à celles de l'Allemagne? » Et il a ajouté que le vrai danger est l'Allemagne, en face de laquelle l'Angleterre et la France doivent être unies. C'est parfaitement juste. Mais il est nécessaire que les Anglais sachent que cette union leur est au moins aussi indispensable qu'à nous pour leur salut et pour celui de la paix.

5) *Wladimir d'*Ormesson, *dans le* Figaro *du* 6 *mars* 1936.

De toutes ces questions, celle qui paraît bien avoir le plus remué l'opinion française, c'est cet éternel problème franco-allemand que les propos du Führer ont tout aussitôt ranimé.

Disons tout de suite que l'on semble avoir quelque peu exagéré l'importance de ces propos. On est en droit de s'étonner, en effet, qu'il y ait d'aussi sensibles différences entre le langage que le chancelier du Reich a tenu à un écrivain non responsable et celui qu'il tient aux hommes responsables de la politique franco-allemande. Quand la France, par la voix de ses représentants officiels, invite, en effet, le chef du gouvernement allemand à causer (cela s'est encore produit en novembre et en décembre dernier) ce dernier, dans le secret de son cabinet, se dérobe. Puis il prend l'offensive sur la place publique. Il y a là un phénomène assez troublant sur lequel nous reviendrons.

6) *Marcel* Cachin, *dans* l'Humanité *du* 29 *février* 1936. *Qui provoque?*

La propagande hitlérienne en France se développe avec un croissant cynisme. Après les obscurs canards fascistes, voici que plusieurs grands journaux du capital, *le Journal*, *le Jour*, *Paris-Soir*, se font les propagandistes très impudents du Führer. Par haine du communisme, les ultra-patriotes se rallient sans vergogne à la croix gammée.

7) *Louis* Bresse, *dans* l'Ère nouvelle *du* 1er *mars* 1936. *Hitler le pacifique!!!*

L'offensive de paix hitlérienne se développe. Au lendemin de l'interview sensationnelle, le docteur Schacht fait écrire que le moment est venu pour le Reich de pratiquer une politique de détente et de conciliation.

Ce n'est pas pour nous étonner. Ni Hitler, ni le docteur Schacht n'en sont à leur coup d'essai.

Il fallait faire quelque chose pour venir en aide à la propagande hitlérienne en France.

Celle-ci, si elle trouve encore moyen de s'exercer, perd chaque jour du terrain. Après le truchement de M. de Brinon et d'autres, on s'est servi de celui de M. Bertrand de Jouvenel.

Les journalistes français ne savent pas résister plus que leurs confrères anglo-saxons ou américains à l'attrait que peuvent présenter des propos recueillis de la bouche d'un dictateur et surtout quand ce dictateur s'appelle Hitler ou Mussolini.

Raison de plus d'être sur ses gardes quand celui-ci éprouve le besoin de s'adresser de cette manière à l'opinion française.

De cette manière? Un homme d'État, une personnalité officielle, est tenu à observer certaines règles. Il n'est pas coutume par exemple dans les relations entre les États de causer

par-dessus la tête des chancelleries, à moins de risquer de créer un incident. La France et l'Allemagne ont des ministres des Affaires étrangères. Elles entretiennent l'une auprès de l'autre des ambassades par le canal desquelles doivent passer toutes les communications. Mais l'auteur de *Mein Kampf* ne s'embarrasse pas pour si peu. C'est ainsi qu'il ne ressent également aucune gêne de ses paroles et de ses écrits d'antan.

En fait de mystification, on n'en a pas encore imaginé de pareille.

Quand ce dictateur pour qui nous sommes l'ennemi mortel se retourne vers nous et veut nous persuader de son amitié et de son désir d'un rapprochement franco-allemand, on doit se demander où il veut en venir, quelle farce il joue.

Qu'il commence par accorder ses actes avec ses paroles, car tout nous sépare de ce IIIe Reich haineux et sanglant.

En vain on chercherait quelque chose de concret derrière une bonne volonté qui s'évanouit comme une ombre chaque fois qu'on a été tenté de la prendre au sérieux.

A la vérité le rapprochement franco-anglais coïncidant avec la ratification du pacte franco soviétique inquiète Hitler pour la réalisation de ses projets et la politique de la main tendue ne poursuit d'autre objectif que de jeter le trouble dans le ménage franco-britannique.

Des Anglais peuvent s'y laisser prendre ; mais nous?

II. — Voix de la raison.

1) *Henri* Pichot, l'Œuvre 30 décembre 1934.

Mein Kampf.

Ce n'est pas dans ce sens que s'exprimait, il y aura bientôt dix ans, l'auteur de *Mein Kampf*. Sans doute. Mais, outre que le pouvoir assagit, il enseigne aussi ; et, jusqu'à preuve du contraire, Hitler ne se range pas parmi telles gens qui n'ont rien appris, ni rien oublié. Les vies orageuses ne laissent pas d'être déconcertantes ; mais ceux d'entre nous qui ont quelque peu fréquenté l'histoire sont préparés à ce genre de surprises. Le pis pour nous, tout en se disant que qui a changé peut encore changer et on ne sait en quel sens, serait de se boucher les yeux et les oreilles et de rejeter maladroitement vers un passé proche un homme qui s'en libère.

Hitler le soldat.

Il y a d'ailleurs à cette attitude de Hitler des raisons que l'on n'a pas fait connaître en France et qui doivent être dites. Combattant,

le lecteur me comprendra d'instinct ; non combattant, j'espère qu'il voudra bien me suivre.

Hitler a fait la guerre ; c'est un simple soldat ; c'est selon l'expression allemande, un soldat du front. Il tient à ce titre. Si le mouvement national-socialiste n'est pas spécifiquement un mouvement combattant, il l'est et le demeure pour une bonne part. Les hommes de l'entourage intime de Hitler ont, eux aussi, fait la guerre. Soldat et homme du peuple, voilà Hitler.

Et voici ce que Hitler pourrait vous dire : c'est que, de la guerre, il en a jusque-là ; que personne en Allemagne, lorsqu'il parle de paix, ne pourrait le soupçonner ou l'accuser de faiblesse ou de naïveté, le traiter de traître, de félon ou de vendu, attendu qu'il a fait la guerre ; qu'il a avec lui 90 pour 100 du peuple allemand, ainsi que l'a prouvé le « plébiscite de la paix » de novembre 1933 ; qu'en définitive il peut faire, lui, ce que les autres n'ont pas même pu essayer sans susciter la réprobation ou déchaîner la dispute, c'est-à-dire la paix avec la France ; qu'il a fait l'unité du peuple allemand et que, donc, sa parole vaut vraiment pour toute l'Allemagne, comme vaudrait tout engagement qu'il croirait éventuellement devoir prendre, fût-ce en matière d'arrêt de la course folle aux armements.

La guerre est finie.

Certes, l'Allemagne de Hitler a causé à l'Europe plus d'un souci, l'a jetée en plus d'une angoisse, et nul ne sait de quoi demain sera fait ; mais, pour m'en tenir au plan franco-allemand le plus étroit et qui est celui qui nous intéresse d'abord et avant tout autre, je dis qu'entre nous, Allemands et Français, les querelles territoriales sont finies et périmées et que le temps des querelles passionnelles est passé. L'Allemagne n'a pas d'avenir à l'Ouest. Ne serait-ce que pour cela, on s'explique cette parole d'un collaborateur de confiance de Hitler, que l'idée même d'une guerre franco-allemande constitue aujourd'hui un anachronisme.

Cessons donc les uns et les autres de nous considérer exclusivement comme des ex-ennemis : c'est là le premier pas à franchir.

Dès 1925, des anciens combattants français et allemands avaient fait ce geste. Aujourd'hui, les mêmes Français, constants dans leur volonté de paix et pas du tout ingénus, se trouvent devant d'autres Allemands représentatifs, disent-ils, de la quasi unanimité des leurs et fidèles à la pensée et aux ordres de leur chef, Adolf Hitler. En bonne logique, cela veut dire que, pour les uns et les autres, qui ont fait la guerre, la guerre est finie.

Et cela peut servir d'exhortation.

2) *Jules* ROMAINS, le Couple France-Allemagne
Paris, *Flammarion*, 1935.

Les erreurs de la politique française.
Ce qu'il ne faut pas faire avec l'Allemagne.

Quant au branle-bas des alliances que nous menons depuis quelque temps, je l'écoute d'un cœur angoissé. Il évoque, jusqu'à la hantise, les pires années d'aveuglement et de vertige d'avant la guerre (de ce temps où me plonge le travail de mon œuvre actuelle, et dont je revis jour par jour, et peut-être de plus près en ce moment que personne, les illusions, les erreurs de jugement et de conduite, les folies). L'ombre de Delcassé doit être contente. Nous recommençons — ou nous nous donnons tous les airs de recommencer — l'encerclement de l'Allemagne, pendant que notre ambassadeur, pour amuser les tapis, cause du bout des lèvres avec le chef du peuple allemand. Bientôt, rien n'y va manquer, même l'alliance russe.

Je me suis réjoui le premier de la détente de nos rapports avec la Russie soviétique. Mais qui ne voit que cette heureuse détente est en train de tourner à l'alliance militaire, et que cette alliance est un signe terrible du destin?

C'est notre « Dame blanche » à nous.

Les traditions diplomatiques.

A plus forte raison faut-il se défier des fameuses traditions diplomatiques. Sauf lorsqu'elles nous rappellent des vérités très élémentaires, que l'examen de la carte actuelle du monde suffirait presque toujours à suggérer, elles sont illusoires et dangereuses. Elles tendent à nous faire prendre pour actuelles des situations à jamais révolues, à nous faire considérer certaines conjonctions ou certaines oppositions de peuples comme constantes et dictées par la nature des choses. Elles travaillent à éterniser des errements qui ont pu avoir leur raison d'être à une certaine époque du passé, à moins encore qu'ils n'aient été dès ce temps-là des erreurs. En un mot, aux méthodes modestes et sensibles de la météorologie elles opposent une fausse sagesse d'Almanach.

L'importance du problème franco-allemand.

Je considère ensuite comme établi que, du fait de leur situation géographique et de l'état de leurs forces de tous ordres, la France et l'Allemagne, ou plutôt le couple France-Allemagne reste pour longtemps encore le principal facteur de paix ou de guerre en Europe. Une France et une Allemagne hostiles arriveront à la guerre quoi qu'on fasse. Une France et une

Allemagne réconciliées imposeront sans effort la paix sur le continent et en augmenteront les chances dans le monde entier.

Ce qu'il faut faire avec l'Allemagne.

La première chose à faire avec l'Allemagne est donc, quoi qu'en pensent les prétendus réalistes, d'ordre sentimental. Nous devons lui donner la certitude intérieure que nous ne sommes pas ses ennemis. Comment la lui donner? En l'ayant nous-mêmes.

Tout est là. Toute conversation avec l'Allemagne — car j'écarte comme indigne de nous l'hypothèse d'un refus de conversation ou d'une conversation par intermédiaire — est viciée d'avance, si nous la menons avec une sincérité insuffisante et des arrière-pensées. Mais pour que nous cessions de nous sentir les ennemis de l'Allemagne, il faut que nous cessions d'avoir peur d'elle.

Bonne foi réciproque.

Nous devons ensuite convaincre l'Allemagne que nous croyons en sa bonne foi. Vous me direz que c'est encore plus difficile et que cela ne dépend pas de nous. Mais c'est que nous négligeons d'apercevoir qu'il y a en réalité une bonne foi allemande. Elle est particulière. Elle ne ressemble pas à la nôtre, qui est de nature juri-

dique. Pour nous, être de bonne foi, c'est respecter un contrat ; c'est faire honneur à sa signature. Nous nous réservons d'ailleurs d'exploiter ce contrat au maximum, d'ergoter sur les termes, d'en exiger l'application même quand les circonstances ont gravement changé et font apparaître dans les stipulations du contrat des impossibilités ou des iniquités. Et c'est ce que d'autres peuples appellent notre mauvaise foi La bonne foi allemande est pour ainsi dire de nature féodale. C'est un lien d'homme à homme ; une fidélité personnelle. Cette bonne foi consiste à ne pas trahir l'ami, le camarade.

Donc ce qui importe avant tout, dans une conversation avec l'Allemagne, c'est que nous nous présentions comme des voisins qui du fond du cœur ont cessé de la considérer comme une ennemie. Et c'est de lui donner le sentiment que nous croyons d'avance en sa bonne foi. Ce n'est qu'à ce prix que la suite de la conversation aura un sens.

Trop de frontières.

Nous ne cessons d'avoir une « frontière sur la Vistule », et même plusieurs. Quand une se dérobe, et nous laisse penauds, nous en cherchons de nouvelles. Nous nous étonnons naïvement que toutes ces frontières de surcroît nous causent quelques ennuis. Et le jour où

l'une d'elles nous vaudrait une autre guerre comme celle de 1914 — en plus grave toutefois — nous nous plaindrions encore de n'avoir pas de chance, et d'être un pays paisible, que sa situation géographique expose, hélas ! aux convoitises et aux agressions.

Foi en l'avenir.

Je crois que nos générations, les deux ou trois générations qui viennent, seront sauvées, et que pour un certain temps au moins — nous ne pouvons pas nous tourmenter encore pour les siècles à venir — l'Europe et la civilisation seront sauvées. Je crois même que nous parviendrons tous ensemble à mettre debout un monde nouveau : meilleur que l'ancien, et presque aussi beau que les jeunesses du début de ce siècle avaient pu le rêver. Je suis sûr que partout — je m'en persuadais hier encore en Allemagne — ce que veulent et préparent les jeunesses ce n'est pas la guerre. Même là où elles ne renient pas l'instinct guerrier, elles considèrent que la guerre en elle-même est absurde, et elles attendent de l'instinct guerrier qu'il trouve de nouvelles formes de sublimation. Ce que les jeunesses veulent et préparent, c'est une modification profonde de la structure des sociétés et elles comptent y parvenir, chacune suivant ses traditions et ses moyens.

Il s'ouvre donc à nous, hommes de décembre 1934, hommes angoissés par les événements tout prochains, une possibilité d'avenir magnifique. Il faut franchir la passe, au prix d'efforts héroïques et clairvoyants ; et il est certain qu'avec l'aide des uns et des autres, on peut sortir de là. On peut sortir de là, mais on peut aussi y rester.

Que chacun fasse comme si l'avenir dépendait de lui.

3) *Louis* BERTRAND, Hitler, *Paris*, 1936.

Son action personnelle.

L'actuel chancelier allemand, Adolf Hitler, a mis son nom sur cette œuvre de relèvement. Quelle est au juste sa part dans ce grand mouvement collectif de régénération, il est difficile de le dire. Mais il est certain aussi que le résultat est dû, pour une part considérable, à l'action qu'il exerce sur les foules, à son influence personnelle.

De ce chef, il est exécré cordialement par un grand nombre de Français, qui le considèrent comme un monstre et qui lui reprochent une foule de choses très vilaines, et notamment sa perfidie, son infidélité aux traités, ses armements qui démentent ses déclarations pacifiques.

Son action politique.

C'est affaire aux moralistes de juger l'homme et sa conduite. Nous ne nous occupons ici que de politique, en constatant avec douleur que la politique et la morale sont, dans la réalité, assez étrangères l'une à l'autre. Cela est ainsi. Il faut en prendre son parti, tout en restant fermes sur les grands principes de la morale privée et internationale. Louis XIV, qui n'avait pas d'illusions à cet égard, disait dans ses instructions au dauphin : « En se dispensant d'observer les traités, à la rigueur on n'y contrevient point, parce qu'on n'en a point pris les paroles à la lettre, quoi qu'on n'ait pu employer que celles-là. » N'est-ce pas une belle naïveté que de reprocher à Hitler d'avoir déchiré les clauses militaires du Traité de Versailles, dès qu'il l'a pu impunément? Depuis quand respecte-t-on un traité qu'on a dû signer, le couteau sur la gorge? Nous-mêmes, n'avons-nous pas déchiré le Traité de Francfort, dès que nous l'avons pu, par la force de nos armes?

« *Mein Kampf* ».

Nous reprochons surtout à Hitler certaines phrases de *Mein Kampf*, dirigées contre notre pays. Ces phrases ont été démenties par lui, mais non effacées, nous dit-on, des nouvelles

éditions de son livre. Or, nous oublions ou feignons d'oublier, que ce livre date de quinze ans, et qu'à cette époque la France pouvait être considérée effectivement par l'Allemagne comme sa grande ennemie. Les circonstances ont changé et elles peuvent changer encore : ce qui explique l'attitude du Führer à l'égard de notre pays. Il peut être aussi sincère en 1936, lorsqu'il nous offre une entente qu'il l'était en 1921, lorsqu'il parlait de régler son compte à la France. En politique, et surtout avec les Allemands, il faut nous habituer à des sincérités successives, commandées par les événements et par des situations qui n'ont jamais été plus instables qu'en ce moment. C'est être de mauvaise foi que de rejeter à Hitler des phrases écrites depuis si longtemps, que lui-même désavoue et qui, d'ailleurs, ne peuvent plus être vraies aujourd'hui, à moins que, par notre faute, elles le redeviennent. Mais les Allemands, à leur tour, nous font grief de la mauvaise foi de notre presse ; à quoi nous répondons par des récriminations contre la leur : « On ne peut pas se fier aux Allemands ! » Tout cela est enfantin. Il est de la dernière imprudence de se fier aux gens avec lesquels on se voit obligé de traiter. Dans notre candeur, nous voudrions être sûrs que nous ne serons pas roulés par notre partenaire. C'est trop demander, vraiment. Quand on joue ce jeu-là, on doit toujours s'attendre à être roulés et faire

l'impossible pour ne pas l'être, surtout quand on n'est pas libre d'accepter ou de refuser le jeu.

Les armements.

Enfin c'est un argument journalistique, un cliché de polémique, que d'opposer aux déclarations pacifiques du Führer les armements formidables et continus de l'Allemagne : à quoi il est trop facile, pour celle-ci, de répliquer qu'elle est entourée d'ennemis et que nous avons tout fait pour le lui persuader, non seulement en essayant d'organiser la ridicule Petite-Entente, mais en signant un traité avec les Soviets.

L'intérêt français.

Je sais que, là-dessus, on peut discuter à perte de vue. La seule chose qui importe, pour l'instant, c'est de voir, non pas absolument ce qu'est notre adversaire, mais ce qu'il représente pour nous, et la conduite que nous dictent les directives suivies par lui et les desseins qu'il laisse entrevoir. En d'autres termes, devant l'Allemagne hitlérienne, qu'avons-nous à faire? Et, de ce mouvement, né et développé malgré nous, quel parti pouvons-nous tirer pour notre moindre dommage ou notre plus grand bien?

4) A. DE CHATEAUBRIANT, la Gerbe des forces, *Paris*, 1937.

La sincérité de Hitler.

Quant à la sincérité de Hitler, qui est, suivant ce que dit M. Lichtenberger, professeur à la Sorbonne, dans le livre qu'il vient de publier sur l'Allemagne nouvelle, la grande question intéressante, cette sincérité, ainsi qu'il le déclare du reste, doit être considérée comme certaine.

« Jamais Hitler, » disent les nationaux-socialistes, » ne nous a menti ; ce qu'il a promis, il l'a tenu. »

Pourquoi supposer qu'il n'userait que du mensonge quand il s'agit des questions extérieures?

N'a-t-il pas dit : « Ce que je signe, je le tiendrai. »

A-t-on oublié la déclaration de M. Brüning et de M. von Papen à M. François Le Grix en 1933? : « Vous avez maintenant Hitler comme partenaire, accommodez-vous-en. Au moins avez-vous devant vous quelqu'un avec qui vous pourrez traiter : il tient. »

La conversation franco-allemande.

On peut dire, écrit M. Régis de Vibraye, que pendant les années 1930, 1931 et 1932, le *leitmotiv* dans les milieux officieux touchant de près la politique, est celui d'une conversation franco-allemande. Et il est certain que même chez les neutres francophiles, ou anciens alliés de guerre de la France, j'ai souvent entendu dire : « Mais pourquoi ne voulez-vous pas vous entendre avec l'Allemagne? Toute l'Europe respirerait ! »

Ainsi, avant même l'arrivée au pouvoir de Hitler, jamais les gouvernements français successifs n'ont voulu entrer dans la voie d'une négociation directe avec l'Allemagne. Nos hommes politiques ont fait preuve de manque de courage.

Nos dirigeants ont craint, continue M. Régis de Vibraye, d'étonner ou de troubler leur majorité parlementaire, qu'elle fût de droite jusqu'en 1932, ou de gauche, à partir de cette date, ne comprenant pas qu'un homme d'État qui a un plan d'action et qui défend son plan avec énergie et conviction est toujours suivi.

Il est beaucoup plus difficile de renouer des relations cordiales avec le peuple vainqueur, lorsque cette réconciliation implique la reconnaissance des conquêtes faites par l'autre.

Et c'est cela que nous apporta Hitler par trois fois.

L'antigermanisme.

Je suis loin, écrit encore M. Régis de Vibraye, de tout admirer dans la politique de Londres ou dans celle de Rome. Mais depuis l'armistice, l'Angleterre a fait une politique anglaise, qui tantôt favorisait l'Allemagne, tantôt s'opposait à elle. L'Italie a fait une politique italienne, qui fut, suivant les circonstances, proallemande ou antiallemande. La Russie a fait une politique communiste ou russe, plus communiste que russe au début, mais aujourd'hui plus russe que communiste. Nous n'avons jamais, semble-t-il, en France conçu ce que pourrait être une politique purement française. Nous avons fait en quelque sorte automatiquement de l'antigermanisme.

Le Rhin, ligne de rassemblement.

Puisse la France, la France de saint Louis, la France de Richelieu, la France de nos derniers grands présidents du Conseil, en ce menaçant instant où retentit dans sa vie profonde le grincement de la fermeture des portes du Destin, comprendre que, face aux assauts gigantesques que prépare l'avenir et lorsque la lutte pour la planète est commencée, le Rhin

n'est pas une frontière pour laquelle on se bat, mais une ligne stratégique sur laquelle on se rassemble.

5) *Discours prononcé par* M. HENRY HAYE, *sénateur-maire de Versailles, le* 28 *mai* 1937 *à Cologne.*

La volonté de paix.

L'Allemagne et la France sont unanimes, je le crois, à vouloir la paix. Cependant nos deux pays ont deux conceptions bien différentes sur la manière de la consolider.

Différence de vues.

Si nous autres, Français, poussons sans doute à l'extrême, l'attachement à ce que vous appelez en allemand les « paragraphes », c'est-à-dire la lettre des conventions et des traités, si parfois la contemplation du passé nous empêche d'apercevoir les nécessités du présent et de réaliser cette adaptation que commande l'avenir, par contre, vous, Allemands, péchez peut-être dans le sens opposé.

Mais ceci est dû, sans doute, à la différence de nos tempéraments et ne constitue pas une incompatibilité foncière à nous entendre sur des points précis.

Différence de régime.

On pense fréquemment, dans votre pays, comme dans le mien, que le régime que s'est donné l'Allemagne, de même que l'évolution sociale qui absorbe actuellement les forces vives de la France, ne permettent pas à ces deux pays de s'entendre.

C'est, à mon avis, une erreur. En dépit des apparences, trop de points nous sont communs dans tous les domaines, pour que la nécessité de nous entendre ne s'impose pas à nous tôt ou tard. Il n'est pas davantage possible à l'Allemagne de négliger le facteur France qu'à la France d'édifier sans l'Allemagne quoi que ce soit de durable en Europe.

La légende des deux blocs soi-disant ennemis : démocraties et dictatures, est tout à fait factice. Les nécessités économiques se chargeront, non pas de les détruire, mais de les amalgamer. Le statisticien qui ferait la balance entre ce qui soi-disant nous divise et ce qui nous est commun, nous étonnerait sans doute ; il y a entre nous plus de raisons d'accord que de désaccord.

Passons à l'action.

Confiance, donc, puisqu'une même bonne volonté nous anime.

Mais la bonne volonté ne suffit pas : il faut la concrétiser dans l'action. Et ce qui fait le plus défaut, il me semble, à notre politique extérieure, c'est précisément un plan d'action.

En ce qui concerne les rapports franco-allemands, il ne suffit pas de rester passifs, sous prétexte que des conversations directes avec l'Allemagne porteraient ombrage à tel ou tel pays ami de la France.

Si nous continuons à proclamer, chacun de notre côté, notre attachement aux principes sans vouloir confronter les faits, la maison s'écroulera avec notre civilisation.

Il n'est que vrai de dire qu'un grand peuple comme celui d'Allemagne, composé de 70 millions d'âmes, doit pouvoir évoluer librement et fièrement.

La nation allemande doit pouvoir trouver dans les échanges spirituels et commerciaux des satisfactions morales et matérielles auxquelles elle a droit.

Les hommes politiques responsables de France ont tout intérêt, pour l'avenir et la sécurité de notre pays, à souhaiter une Allemagne heureuse. Le vaste monde, avec ses immenses ressources, offre toutes les possibilités. La sagesse prévaudra, j'en suis sûr, mais il appartient aux dirigeants de l'Allemagne de ne pas méconnaître la bonne volonté française et surtout de ne pas sous-estimer la force et la persévérance de ceux qui, chez

nous, travaillent à l'œuvre de réconciliation.

Ils seront grands dans l'Histoire les hommes d'État, qui, des deux côtés de la frontière, réussiront à mettre au point une collaboration féconde entre nos deux grands pays. Ceux-là auront mérité la reconnaissance éternelle des mères et des épouses dont ils auront apaisé les angoisses.

Je me refuse à croire qu'une tâche aussi noble, aussi magnifique, ne séduise pas ceux qui assument la mission de diriger nos destinées.

6) *Déclaration de* M. Scapini, *député de Paris, au journal* 12 Uhr Blatt, *de Berlin,* 17 *décembre* 1937.

Je suis d'avis que nos deux peuples ont le devoir de sauvegarder la paix en Europe. A notre époque moderne, ils n'ont ni une raison ni le droit de se combattre ; car la France et l'Allemagne ont une civilisation commune à défendre.

L'Europe est beaucoup trop petite pour pouvoir supporter une rivalité entre deux si grands peuples. Voilà ce que pensent tous les Français. Aussi a-t-on déjà fait beaucoup pour rapprocher l'Allemagne de la France, surtout dans le domaine culturel. Les essais d'échange de jeunesse, d'étudiants et d'ouvriers contribueront certainement à faire progressr l'entente.

Les combattants du front sont les orateurs tout désignés pour parler du rapprochement

entre la France et l'Allemagne ; car ils savent que la guerre n'est pas un jeu. Ils peuvent vraiment parler de paix ; et personne ne pourra dire qu'ils ont manqué de courage. S'ils peuvent faire encore quelque chose de bon sur cette terre, qu'ils travaillent alors à la paix.

Je voudrais espérer que la voix des combattants du front sera entendue, surtout par la jeunesse. La jeunesse française désire le rapprochement et, au cours de mes entretiens avec M. Baldur von Schirach, j'ai senti que la jeunesse allemande, elle aussi, veut la paix avec la France.

Aussi, je pense que la jeune génération des deux pays peut faire beaucoup. L'échange de jeunesses des deux nations est certainement la meilleure entente.

J'ai remarqué beaucoup d'ordre dans la nouvelle Allemagne. Sa jeunesse est animée d'un grand idéal. Elle possède une grande initiative spirituelle qui, je voudrais l'espérer, sera couronnée de succès dans les années à venir.

7) Marcel Ribardière, *au Congrès des poilus de Touraine du* 13 *février* 1938.

Nous devons chercher
un rapprochement franco-allemand.

A mon avis, et ce n'est que l'avis d'un homme qui a beaucoup voyagé, la seule solution con-

siste dans l'association de tous les peuples blancs pour résister au péril économique et social immense qui les menace.

En ce qui me concerne, je crois qu'une des conditions essentielles pour aboutir à ce rapprochement indispensable des peuples blancs, c'est d'essayer d'abord le rapprochement entre la France et l'Allemagne.

Mon opinion ne date pas d'hier et sur ce point particulièrement névralgique, je n'ai pas hésité à affirmer, depuis plusieurs années, devant mes camarades anciens combattants, au risque d'aller au-devant des critiques, même violentes, d'amis très chers, mon opinion très nette que voici :

Par tous les moyens compatibles avec notre dignité et notre sécurité, nous devons chercher un rapprochement avec l'Allemagne.

Il faut inventer quelque chose de nouveau.

Est-ce que de tels buts peuvent être réalisés dans le cadre des formules actuelles de la diplomatie et même de la politique?

Je n'en suis pas convaincu et je crois qu'il faudrait inventer quelque chose de nouveau basé sur la compréhension des masses et des élites, éclairées cette fois sans bourrage de crâne et enfin conscientes des périls qui les guettent. Mais est-ce que notre esprit français serait vraiment à ce point ramolli qu'il serait incapable

de trouver une solution de circonstance aux difficultés qui menacent notre propre existence?

Certes, la chose n'ira point sans difficultés. mais nous savons, d'après l'expérience de notre vie quotidienne d'hommes, que rien de solide ne se fait facilement. Nous ne pouvons donc pas hésiter à étudier, objectivement et avec une méthode bien française, les solutions qui peuvent permettre de bâtir, sinon une amitié franco-allemande, du moins un rapprochement franco-allemand.

Pour bâtir solide, évitons tout emballement, étudions sans passion mais avec toute notre raison, sans rien oublier des devoirs que nous dicte la Patrie, mais aussi sans idée préconçue.

Mais tout de même il faut que nous soyons convaincus qu'il faut essayer absolument de nous rapprocher avec l'Allemagne et de rompre une hostilité presque héréditaire.

Il le faut pour la paix tout court.

Il le faut pour la paix du monde.

Il le faut pour la sauvegarde de notre civilisation blanche.

Ne nous décourageons pas.

Ne nous décourageons donc pas dans nos efforts de rapprochement avec l'Allemagne et ayons la nette vision des conséquences qui peuvent découler de ce rapprochement.

A ceux qui seraient sceptiques, je pourrais

citer le revirement survenu depuis Fachoda dans les relations franco-anglaises.

Montrons à nos voisins que notre âme est sans peur, mais aussi sans arrière-pensée et que nous désirons trouver les mêmes qualités chez ceux avec qui nous sommes prêts à chercher une base loyale d'accord.

Une France forte peut collaborer avec une Allemagne convaincue de la solidité de nos qualités nationales. Je pense nettement que nous devons même rechercher cette collaboration.

Le rôle des anciens combattants.

Ce rapprochement peut et doit être tenté par les anciens combattants et par la jeunesse, c'est-à-dire par ce qu'il y a de meilleur dans notre pays.

Ne doutez pas que l'ancien combattant allemand est plein de respect pour l'ancien combattant français et le poilu de Verdun est un homme avec lequel l'ancien poilu allemand n'a nulle envie de lutter à nouveau et auquel il est tout disposé à tendre la main.

Voyez d'ailleurs combien depuis deux ans les manifestations d'anciens combattants français et allemands se sont multipliées avec un succès grandissant en recueillant l'approbation quasi unanime de chaque côté du Rhin.

Les anciens combattants allemands comme

les anciens combattants français savent ce que sont les horreurs de la guerre. Ils savent que les débauches de courage et de sacrifice qui ont été consenties n'ont rien donné, et cela a déjà préparé dans leur esprit comme dans le nôtre, la meilleure atmosphère de réceptivité pour toute tentative de rapprochement.

Le rôle de la jeunesse.

Toute différente évidemment est la situation de la jeunesse, et pourtant c'est là qu'il faut surtout agir, car la jeunesse c'est l'espoir de demain. Mais nous rappelant ce que nous avons été nous-mêmes quand nous étions jeunes, nous ne pouvons pas ignorer que la jeunesse est, ou peut être entraînée par des emballements auxquels un homme d'âge mûr saurait résister.

Il faut donc que, par tous les moyens, la jeunesse française et la jeunesse allemande se connaissent mieux et s'apprécient de telle façon qu'entre jeunes Français et jeunes Allemands il y ait la même compréhension et la même estime réciproques que celles qui existent entre anciens combattants français et allemands.

Et rassurez-vous, ce ne sont pas là des choses impossibles.

8) P.-E. Flandin. *Discours de Bordeaux du 13 février 1938.*

Je fais la paix.

Le problème, difficile à résoudre j'en conviens, ingrat, mais dont la solution rapide est indispensable pour l'Europe, et je dirais même pour la race blanche, consiste à raccorder les tendances des démocraties, et celles de nouveaux régimes qui se développent et se fortifient, à Berlin comme à Rome, pour ne parler que des grandes nations, et qu'il est inutile pour nos antifascistes de flétrir, dans le moment même qu'ils leur empruntent, au moins dans la finance et dans l'économie, pour commencer, leurs moyens et leurs méthodes.

De même que Clemenceau a su forcer la victoire en imposant à tous son mot d'ordre : « Je fais la guerre, » il faut, aujourd'hui, que ce peuple, s'il ne veut pas laisser assassiner la France, se rallie autour d'un gouvernement fort et résolu, qui dira : « Je fais la paix, » et qui saura, en restituant aux Français la conduite de leurs destins, imposer silence à tous les fauteurs de guerre civile, à tous les propagandistes de guerre sociale, à tous les animateurs d'une idéologie internationale meurtrière.

France, réveille-toi !

9) *Le docteur* MAÎTRE. *Allocution adressée aux anciens combattants de Besançon, le* 14 *février* 1938.

Le salut ne peut pas venir des gouvernants ; les hommes politiques ne peuvent pas prendre l'initiative de renverser la vapeur. Le changement de climat doit donc être préparé par des contacts entre les peuples. Ces contacts se sont multipliés et un courant d'opinion est amorcé ; il se développera, les jeunes gens des deux pays y seront associés ; des deux côtés on fait des échanges et c'est sur ces échanges, sur ces rencontres qu'on peut compter pour dissiper l'atmosphère de méfiance qui empoisonne les rapports franco-allemands et peut déchaîner la catastrophe. Les assurances pacifiques données à la France par le chef de l'Allemagne sont de nature à nous inspirer confiance. La paix, il dépend de nous de la faire et de délivrer le monde de l'affreux cauchemar qui l'obsède et l'épuise.

10) La Tribune du Doubs, 19 *février* 1938.

L'Allemagne et nous.

Si l'Allemagne et la France se réconcilient vraiment, si la hache de guerre est pour elles

définitivement enterrée, c'est une ère nouvelle qui s'ouvre devant elles, qui s'ouvre pour le monde entier.

Le bloc de leurs vies alliées est, non pas seulement invincible, mais inattaquable. Pas besoins de remparts et de canons pour le défendre. Leur puissance économique, leur puissance de vie, le rayonnement de leur exemple y suffirait.

C'est une espérance magnifique.

C'est pourquoi nous accueillons, avec une joie tremblante, toute occasion de contact, de conversation, d'échange de pensées et d'espoirs se rapportant à la paix. Bien suprême, condition de tous les autres, puisqu'il ne va pas sans la Justice, la Confiance, l'Amitié.

11) Germain-Martin,
Ancien ministre des Finances.
Le Capital, 9 *mars* 1938.

L'Allemagne et nous. Il faut du réalisme.

Le rapprochement franco-allemand, facteur essentiel de la paix européenne, se heurte, certes, à de grandes difficultés. qui ne semblent cependant pas insurmontables. Les conversations avec nos voisins de l'Est, sans cesse retardées, devraient enfin être engagées, avec

la résolution de construire. Pour éviter la guerre, il faut s'entendre avec ses voisins et, pour cela, comprendre leurs intentions et leurs besoins. Faisons preuve — nous aussi — de réalisme.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

I

DISCOURS PRONONCÉS PAR LE FUHRER AU REICHSTAG

II

AUTRES DISCOURS PRONONCÉS PAR LE FUHRER

III

PROGRAMMES DU FUHRER

IV

INTERVIEWS DU FUHRER

V

LES PLUS RÉCENTES DÉCLARATIONS DU FUHRER

VI

DISCOURS DE SES COLLABORATEURS

VII

LES ÉCHOS EN FRANCE

PARIS. — TYP. PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1938. 51780.

PARIS (FRANCE). TYP. PLON, 8, RUE GARANCIÈRE.—1938. 51780-XXIV-10.